ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 13 août 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur les sociétés civiles professionnelles et inter-professionnelles et sur les sociétés civiles de moyens", a donné le 10 septembre 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 13e augustus 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de professionele en inter-professionele burgerlijke vennootschap en de burgerlijke vennootschap van middelen", heeft de 10e september 1984 het volgend advies gegeven

Dans la lettre par laquelle il a saisi le Conseil d'Etat, le Ministre de la Justice a demandé à celui-ci de lui communiquer son avis dans le délai ne dépassant pas trois jours fixé par l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Le Ministre de la Justice a fait valoir que le Gouvernement souhaitait déposer le projet sur le bureau d'une des Chambres législatives dès le début de la session parlementaire prochaine et que le projet reprenait, en grande partie, les dispositions d'un projet antérieur sur lequel le Conseil d'Etat avait donné son avis le 14 mai 1984. Il n'empêche que le projet examiné dans le présent avis contient plusieurs dispositions nouvelles qui ont un caractère fondamental et qui soulèvent des problèmes complexes. C'est pourquoi, afin de connaître exactement les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat a tenu à avoir des contacts suivis avec les délégués du Ministre et à entendre ceux-ci à une de ses séances. Le Conseil d'Etat s'est ainsi trouvé dans l'impossibilité d'émettre son avis dans le délai prévu par l'article 84 des lois coordonnées.

\+

\+ \+

## EXAMEN DU TEXTE.

### Article 1er.

L'alinéa 1er de l'article détermine les professions dont les titulaires pourront créer entre eux une société civile professionnelle.

Alors que l'article 1er de la loi française du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles autorise la constitution de sociétés "entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé", l'article 1er, alinéa 1er, du présent projet admet la création de sociétés civiles professionnelles entre "personnes physiques exerçant à titre d'indépendant la même profession intellectuelle prestataire de services à caractère non commercial, soumise à un statut légal ou réglementaire".

La loi en projet sera donc applicable non seulement aux professions libérales, mais aussi à toute profession intellectuelle prestataire de services (1) pour autant que trois conditions soient simultanément remplies.

I. La profession doit avoir un caractère non commercial.

Dans son avis L. 12.371/1 du 3 juin 1976, le Conseil d'Etat avait proposé de préciser que la profession intellectuelle devrait être de caractère civil. Le Gouvernement a préféré employer la formule "à caractère non commercial".

L'exposé des motifs du présent projet de loi souligne que la condition du caractère non commercial de la profession exclut "notamment les commissionnaires, les courtiers, les agents commerciaux et principalement les titulaires d'agences et de bureaux d'affaires".

II. La profession doit être soumise à un statut légal ou réglementaire. L'exposé des motifs cite comme professions ayant ce caractère, celles de notaire, d'huissier de justice et d'avocat. Il vise également les professions qui sont soumises à une "réglementation" en application de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services (2).

.../...

- - - - - - - - - -

(1) Voir observations ci-après.

(2) Par contre, l'abandon des mots "(ou profession) dont le titre est protégé" qui figuraient dans le projet ayant fait l'objet de l'avis L. 12.371/1 du 3 juin 1976 et qui se trouvent dans la loi française du 30 novembre 1966 aura pour effet que la loi en projet ne sera pas applicable aux journalistes. En effet, la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel n'a pas établi un "statut de la profession".

III. La profession doit être exercée à titre d'indépendant. Il est admis que les officiers ministériels (les avocats à la Cour de cassation, les notaires et les huissiers de justice) exercent une profession d'indépendant, encore qu'ils tiennent leurs fonctions d'une nomination faite par le Roi.

Il ressort du texte même du nouveau projet (article 6) que la loi sera applicable aux officiers ministériels.

+

Par rapport au projet qui a fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat L. 15.689/2 du 14 mai 1984 (1), le présent projet ajoute après les mots "exerçant ... la même profession intellectuelle", les mots "prestataire de services". Selon une indication contenue dans l'exposé des motifs et les renseignements complémentaires fournis au Conseil d'Etat par les délégués du Ministre, l'insertion des mots indiqués a pour but de "créer un certain parallélisme" entre la loi en projet et la loi-cadre du 1er mars 1976 citée plus haut sous le II.

En réalité, le parallélisme recherché n'a pas un caractère suffisamment rigoureux. Beaucoup de professions intellectuelles, qui sont à la fois dépourvues de caractère commercial, soumises à un statut légal et réglementaire et exercées à titre d'indépendant, sont certainement visées par le projet, sans qu'il faille indiquer qu'elles ont pour objet la prestation de services. Par ailleurs, il faut relever que les titulaires de certaines professions intellectuelles prestataires de services visées par la loi-cadre du 1er mars 1976 "accomplissent parfois des actes considérés comme commerciaux par la loi" (2).

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Lequel, dans un but de simplification, sera dans la suite de l'avis désigné par les mots "le projet précédent".

(2) Rapport fait par Mme VERDIN-LEENAERS au nom de la Commission des Classes moyennes du Sénat (Doc. parl. Sénat, sess. 1974-1975, n° 659/2, page 2).

Les mots "prestataire de services" qui ont été ajoutés sont superflus et ils risquent même de provoquer une confusion. Le Conseil d'Etat propose la suppression de ces mots en accord avec les délégués du Ministre, qui signalent que l'exposé des motifs précisera les rapports qu'il y a entre le champ d'application de la loi en projet et celui de la loi-cadre du 1er mars 1976

\+

\+ +

L'alinéa 2 de l'article est rédigé comme suit :

"Dans ce cas (celui de la création d'une société civile professionnelle), la société est, au même titre que les associés, titulaire de la profession. Les associés ne peuvent exercer cette activité professionnelle que pour compte de la société".

I. Comme l'alinéa l'énonce de la manière la plus explicite, les dispositions du projet reposent sur la conception que non seulement les associés sont titulaires de la profession mais que la société civile professionnelle l'est aussi. Cette conception apparaît également dans l'article 5, alinéa 2, qui prévoit la nomination de la société civile ou son inscription au tableau d'un ordre. Elle apparaît encore dans l'article 9, aux termes duquel le pouvoir disciplinaire est exercé tant à l'égard de la société civile professionnelle qu'à l'égard des membres de celle-ci.

L'analyse des dispositions déterminant le statut législatif ou le statut réglementaire des diverses professions visées par le projet, montre que ces dispositions ont été conçues à l'intention de personnes physiques et qu'elles ne sont pas susceptibles d'être appliquées à des personnes morales sans avoir fait l'objet d'adaptations importantes. Ce problème sera examiné de manière plus développée à propos de l'article 6.

.../...

II. Il est sans doute quelque peu excessif d'écrire que "la société est, au même titre que les associés, titulaire de la profession". En effet, sur certains points, en raison de la nature propre de la société civile professionnelle, qui est une personne morale, les règles relatives au statut des titulaires de la profession ne peuvent être appliquées à la société civile professionnelle exactement de la même manière qu'à des personnes physiques.

Le texte suivant est proposé :

"Dans ce cas, tant la société que les associés sont titulaires de la profession".

III. Selon la seconde phrase de l'alinéa, "Les associés ne peuvent exercer (l') activité professionnelle que pour compte de la société". Cette phrase pourrait être comprise erronément en ce sens que les associés n'encourraient personnellement aucune responsabilité, la société supportant celle-ci dans tous les cas.

Comme les délégués du Ministre l'ont précisé, le texte examiné tend à établir la règle que les titulaires d'une profession qui se sont associés ne peuvent plus exercer cette profession qu'au sein de la société.

Pour exprimer sans le risque d'équivoque indiqué ci-dessus, la volonté des auteurs du projet, le Conseil d'Etat suggère de rédiger la seconde phrase de l'alinéa comme suit : "Les membres de la société n'exercent plus la profession à titre personnel mais exclusivement en qualité d'associé".

.../...

Article 2.

I. Pour les raisons qui ont été indiquées à propos de l'article ler, il y a lieu de supprimer après les mots "différentes professions intellectuelles", les mots "prestataires de services".

II. A la fin de l'alinéa 2, il y a lieu, dans un souci de concordance, d'employer la même formule qu'à l'article ler, alinéa 2.

L'article 2, alinéa 2, pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"Chacun des membres de la société reste seul titulaire de sa profession; toutefois il ne l'exerce plus à titre personnel mais exclusivement en sa qualité d'associé".

III. Une des conditions posées par l'article pour permettre l'association de personnes exerçant des professions différentes est que leurs activités présentent un caractère complémentaire.

Comme le relève l'exposé des motifs, l'article 10 énonce trois principes qui régissent la formation de sociétés interprofessionnelles :

"- les sociétés sont constituées aux conditions fixées par arrêté royal pour chaque groupe de professions;

- ces arrêtés royaux ne peuvent être pris que sur la requête des autorités habilitées par une loi ou un arrêté royal à représenter chaque profession ou, à défaut, des organisations que le Roi a spécialement désignées à cette fin;

.../...

- un arrêté royal délibéré en conseil des Ministres fixera les modalités d'introduction et la procédure d'examen et de rejet éventuel de cette requête".

Si l'on rapproche l'article 2 de l'article 10, on peut supposer que la reconnaissance d'une complémentarité entre les professions résultera de requêtes convergentes des professions intéressées. Il n'en demeure pas moins que ces requêtes convergentes ne pourraient pas aller à l'encontre du sens même de la notion de complémentarité, telle qu'elle devra être entendue en vertu de la loi.

L'exposé des motifs fait apparaître dans le passage suivant qu'il appartient au Gouvernement de contrôler notamment le caractère complémentaire des professions :

"Cette procédure permet également d'examiner concrètement, pour chaque groupe de professions en particulier, à la fois l'opportunité d'exercer ladite profession sous la forme d'une société interprofessionnelle - en particulier sous l'angle de leur complémentarité - et les modalités pratiques de constitution de la société en question".

Par ailleurs, il n'est pas sûr que l'article 10 permette au Roi lui-même de procéder à un arbitrage sur les conditions éventuellement divergentes auxquelles les professions subordonneraient la complémentarité sur laquelle elles seraient d'accord en principe.

.../...

Article 3.

Selon l'article 3 du projet, "Les sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles empruntent, sans perdre leur caractère civil, la forme soit d'une société en nom collectif, soit d'une société de personnes à responsabilité limitée, soit d'une société coopérative". Cette disposition est étendue aux sociétés civiles de moyens par l'article 25 du projet.

1. Du point de vue légistique, le procédé de la législation par référence mis en oeuvre par l'article 3 du projet appelle des réserves. Les sociétés dont l'objet est de nature civile peuvent, sans perdre ce caractère, emprunter les formes de sociétés commerciales (lois coordonnées du 30 novembre 1935, article 212). Cependant, les dispositions du Code civil sur le contrat de société sont applicables aux sociétés commerciales sur les points qui n'ont rien de contraire aux lois et aux usages du commerce (Code civil, article 1873). La référence que fait le projet aux sociétés en nom collectif, aux sociétés de personnes à responsabilité limitée et aux sociétés coopératives entraîne dès lors l'application d'une double législation, à laquelle se superposent les règles impératives qu'il contient.

D'après l'exposé des motifs, ces dispositions impératives régissent notamment la qualité d'associé (article 4), la perte de cette qualité (articles 16 à 19), la constitution (article 19), le fonctionnement (articles 12 à 15), la durée et la dissolution (articles 20 à 24) de la société. La règle spéciale de responsabilité exprimée par l'article 7 du projet déroge également au droit commun des sociétés commerciales. L'existence et l'ampleur de ces dérogations sont de nature à causer des problèmes.

.../...

C'est ainsi notamment que l'adoption de la forme de la société de personnes à responsabilité limitée ou de la société coopérative, lors de la fondation d'une société civile professionnelle ou interprofessionnelle, fait naître la question de la compatibilité de la formule adoptée et de l'objet de la société créée.

Aux termes de l'article 120, 6°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la constitution d'une société de personnes à responsabilité limitée requiert "que les parts sociales ou parties de parts sociales correspondantes à des apports en nature, soient en tout cas entièrement libérées". Une certaine doctrine avait admis, nonobstant le rapport de la Commission de la Chambre établi lors de l'adoption de la loi par M. WAUWERMANS (pages 13 et 14), que cette disposition ne fait pas obstacle à l'apport en industrie pour le motif que la société avait le droit d'exiger immédiatement de l'apporteur les services promis et que la sanction de ce droit serait assurée par une action en dommages et intérêts sur base de l'article 1142 du Code civil (VAN HOUTTE, Traité des sociétés de personnes à responsabilité limitée, tome I, 1962, n° 97, p. 136, et pour la France, TCHERNOFF, Ententes économiques et financières, n° 256).

Toutefois, cette opinion n'a pas prévalu. D'après une jurisprudence et une doctrine actuellement constantes, les apports ne peuvent être faits qu'en numéraire ou en biens meubles ou immeubles estimables en argent (Comm. Liège, 20 janvier 1967, Rev. prat. soc. 1967, n° 5363; G. CARLE, De la rémunération de l'apport en industrie dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée, Rev.prat.soc.,n° 5390; J. DE MEY, "Inbreng van de bedrijvigheid in N.V. en P.V.B.A.", Tijdschr.Not. 1970, 209; LOIR, Traité et formulaires de sociétés de personnes à responsabilité limitée, n° 152; VAN RYN et HEENEN, Principes de droit commercial, Bruxelles 1957, tome II, n° 893, pp. 11 et 12; FREDERICQ, Traité de droit commercial belge, tome IV, n° 33, p. 99) (1).

---

.../...

(1) Dans la dernière édition de son ouvrage, M. VAN HOUTTE s'est rallié à cette opinion (p. 59, n° 54).

En ce qui concerne la société coopérative, les apports doivent consister "en versements en numéraire ou en apports effectifs" (article 141 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales). Du texte de la loi, on déduit généralement que "la coopérative se rapproche ... de la société anonyme et de la société de personnes à responsabilité limitée, dans lesquelles c'est le capital qui se divise en parts" (VAN RYN, ouv.cité, tome II, pp. 68 et 69, n° 985). Mais certains estiment cependant qu'un apport en industrie peut être effectué et rémunéré par des parts sociales puisque dans les sociétés coopératives, aucune libération n'est imposée aux souscripteurs (Rép.not., tome XII, Dr.comm., livre V, 4, n° 93, p. 52).

A l'occasion du commentaire de l'article 22 du projet, l'exposé des motifs précise que l'essence de l'activité des sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles "réside dans l'exercice d'une profession et non dans le capital de la société civile". Il faut en déduire que l'article 120, 6°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans l'interprétation que la doctrine et la jurisprudence lui donnent, ne sera pas d'application aux sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles, et que pour les sociétés coopératives, c'est l'interprétation la plus libérale de l'article 141 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui devra prévaloir.

Toutefois, le projet ne précise pas si les apports en industrie doivent faire ou non l'objet d'une évaluation pécuniaire ou si, en ce qui concerne les sociétés de personnes à

responsabilité limitée, les articles 29bis et 120bis des lois coordonnées sur les sociétés sont applicables (1).

Il semble logique de décider si cette évaluation de l'apport en industrie est requise, que l'existence d'un capital minimum de 250.000 francs devra être justifiée, mais le projet est muet sur ce point (article 120 des lois coordonnées sur les sociétés).

Par ailleurs, aux termes de l'article 13, § 4, du projet, chaque associé ne dispose que d'une seule voix à l'assemblée générale, nonobstant toutes dispositions contraires de l'acte constitutif. L'exposé des motifs justifie cette règle en signalant que cette égalité repose sur la confiance mutuelle qui est indispensable pour l'exercice en commun d'une profession intellectuelle. Elle s'appliquerait quels que soient les apports faits à la société et les modalités pour la répartition des bénéfices.

A ce sujet, il est permis de rappeler qu'aux termes de l'article 1853 du Code civil, "lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou les pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société. A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eut été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté". De son côté, l'article 146, 5°, des lois coordonnées sur les sociétés dispose que, dans les sociétés coopératives, "les bénéfices et les pertes se partagent chaque année par moitié, par parts égales à tous les associés, et par moitié, à raison de leur mise".

---

.../...

(1) D'après ces dispositions, lorsqu'il est fait, dans une société de personnes à responsabilité limitée, un apport ne consistant pas en numéraire, un reviseur d'entreprise est désigné préalablement à la constitution de la société, sur requête d'un ou de plusieurs fondateurs, par le président du tribunal de commerce dans le ressort duquel l'acte doit être passé. Le reviseur fait rapport, notamment, sur la description de chaque apport en nature, sur les modes d'évaluation adoptés et sur la rémunération attribuée en contre-partie.

Ces quelques exemples, qui n'ont pas un caractère limitatif, illustrent les difficultés d'interprétation que l'article 3 peut faire surgir.

Pour prévenir cet inconvénient, il serait nécessaire que le projet inscrive dans des dispositions expresses les dérogations qu'il tend à apporter aux législations auxquelles il se réfère. L'article 3, ainsi que les autres articles du projet qui posent des problèmes similaires de compatibilité, devraient être complétés dans ce sens.

Article 5.

L'alinéa 2 vise seulement le cas où la société civile professionnelle "doit faire l'objet d'une nomination ou d'une inscription au tableau d'un ordre".

La loi est applicable à des professions dont l'exercice n'est pas subordonné à une nomination ou qui ne sont pas constituées en ordres professionnels. Tel est le cas de professions ayant fait l'objet d'une réglementation en vertu de la loi-cadre du 1er mars 1976. Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il n'y a pas lieu de faire mention, en plus d'une inscription au tableau d'un ordre professionnel, d'une inscription à un tableau de titulaires d'une profession intellectuelle prestataire de services organisée sur base de la loi-cadre du 1er mars 1976.

.../...

Article 6.

L'article 6 du projet habilite le Roi à modifier, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les "dispositions légales fixant le statut des officiers ministériels ... pour les mettre en concordance avec la présente loi".

Dans son avis sur le projet précédent, le Conseil d'Etat avait déjà observé que certaines dispositions du projet nécessiteraient "une adaptation des statuts législatif et réglementaire des diverses professions visées par le projet". Il avait déjà relevé que l'habilitation donnée au Roi par l'article 8 de ce projet était insuffisante pour permettre au pouvoir exécutif de prendre les dispositions nécessaires : "Une intervention du législateur sera requise chaque fois que le statut de la profession est l'oeuvre de celui-ci".

L'article 6 du projet rencontre partiellement l'observation qui avait été ainsi formulée. Il demeure toutefois insuffisant pour résoudre la difficulté que le Conseil d'Etat avait signalée.

Tout d'abord, il ne donne au Roi que le pouvoir d'adapter les dispositions légales relatives au statut des officiers ministériels. Or, de nombreuses autres professions, comme celles d'avocat, de médecin, de pharmacien, d'architecte, qui entrent dans le champ d'application du projet, sont également régies par des dispositions légales ou ayant force de loi et ces dispositions devront aussi être modifiées ou complétées avant que le projet puisse être appliqué aux professions dont elles organisent le statut.

.../...

En second lieu, les modifications et les compléments qui devront être apportés à l'organisation légale de certaines professions entrant dans le champ d'application du projet, qu'il s'agisse seulement des officiers ministériels ou qu'il s'agisse également d'autres professions, se révéleront sensiblement plus nombreux et plus importants que le Gouvernement ne paraît l'avoir envisagé en usant, à l'article 6, des termes "mise en concordance".

Le Conseil d'Etat ne saurait, dans le présent avis qui lui est demandé d'urgence, examiner de manière exhaustive les nombreux problèmes d'adaptation de législations actuellement en vigueur que soulèvera l'adoption du projet. Mais quelques exemples permettront du moins d'en mesurer l'ampleur et la complexité.

Le statut légal des professions que le projet concerne, réglemente généralement les conditions d'accès à la profession. L'article 510 du Code judiciaire, par exemple, énumère les conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé huissier de justice : 1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis, 2° être porteur d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre qui y est assimilé, du certificat de candidat huissier de justice et d'un certificat de moralité et de bonne conduite, 3° avoir accompli un stage de deux années dans des études d'huissier, 4° avoir satisfait aux lois sur la milice. Il est clair qu'aucune de ces conditions ne saurait être remplie par la société civile professionnelle qui serait créée par deux ou plusieurs huissiers de justice et qui demanderait sa nomination comme il est prévu à l'article 5, alinéa 2 du projet.

.../...

L'article 31 de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI contenant organisation du notariat dispose que "le nombre des notaires, leur placement et leur résidence sont déterminés par le Roi" et limite le nombre de "places" qui peuvent exister dans chaque arrondissement, en fonction du chiffre de la population. La question se posera donc de savoir si, lorsque deux ou plusieurs notaires formeront une société civile professionnelle, celle-ci, devenant selon l'article 1er, alinéa 2, du projet, "titulaire de la profession", occupera une place supplémentaire de notaire et si les places occupées par les notaires associés seront considérées comme toujours occupées alors qu'ils n'exerceront plus leur profession qu'en qualité d'organe de leur société. Diverses solutions peuvent être trouvées à un tel problème. Mais dans l'état actuel de la loi, une simple "mise en concordance" impliquerait apparemment que la société ne puisse être formée que dans le cas de vacance d'une étude notariale et ceci risquerait manifestement de retarder sensiblement la mise en oeuvre effective de la réforme voulue par le projet.

Pour la profession d'avocat comme pour plusieurs autres professions entrant dans le champ d'application du projet, il est prévu l'élection d'un "Conseil de l'Ordre" dont les membres sont élus par et parmi ceux qui sont titulaires de la profession (article 450 du Code judiciaire). La question vient aussitôt à l'esprit : la société civile professionnelle d'avocats participera-t-elle au scrutin indépendamment des associés qui la composent, et pourrait-elle être candidate à un siège au sein du conseil ?

.../...

La réponse négative que le bon sens semble imposer, demeure douteuse si la loi n'est pas adaptée, car elle se heurte au texte de la loi.

L'application du régime disciplinaire des diverses professions d'avocat, de médecin, de vétérinaire, de pharmacien, d'architecte, à des personnes morales comme les sociétés civiles professionnelles soulève de nombreuses difficultés qu'il appartient au législateur de trancher. On citera la question de savoir qui assurera la représentation de la société devant les instances disciplinaires : on peut, notamment, hésiter à laisser à l'avocat ou au médecin personnellement poursuivi pour avoir accompli un acte contraire aux usages de la profession, la faculté de représenter la société dans la procédure disciplinaire poursuivie contre celle-ci à l'occasion du même acte. L'application des sanctions disciplinaires à une personne morale suscite d'autres problèmes et il est même permis de se demander si du moins certaines de ces sanctions, telles que "l'interdiction de l'entrée du conseil de la chambre" pour les huissiers de justice ou "l'interdiction de l'entrée de la chambre" pour les notaires (article 531, 4°, du Code judiciaire, article 10 de l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires), sont vraiment applicables à des êtres qui ne constituent des personnes que sur le plan du droit et si, par contre, certaines sanctions spécifiques ne devraient pas être imaginées qui ne seraient applicables qu'aux sociétés civiles professionnelles. Les mesures de suspension et de radiation prévues par le statut de diverses professions, pourront sans doute être infligées à des sociétés civiles professionnelles.

.../...

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives de déterminer si et dans quelle mesure, ces sanctions pourront avoir, dans ce cas, des conséquences à l'égard des associés, même de ceux qui sont demeurés étrangers aux faits qui sont à l'origine de la sanction prise contre la société (1). Si cette responsabilité disciplinaire collective n'est certes pas inconcevable et s'il est possible d'en limiter les conséquences en permettant à l'associé qui n'a personnellement rien à se reprocher, de se retirer aussitôt de la société (2), des problèmes demeurent, du seul fait que, dans l'état actuel de la législation en tout cas, il n'existe aucune possiblité pour le titulaire de la profession qui subit ainsi les conséquences de la faute d'un tiers, d'intervenir dans une procédure disciplinaire qui, incontestablement, pourrait lui causer préjudice.

.../...

---

(1) En France, par exemple, le décret n° 72-669 du 13 juillet 1972, pris pour l'application à la profession d'avocat de la loi n° 66 - 879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, prévoit notamment que "dans le cas de suspension de la société, mais non de tous les associés, les associés non suspendus peuvent être chargés de la gestion de la société" (article 56, 2, alinéa 2). On trouve des dispositions semblables dans des décrets pris pour l'application de la même loi du 29 novembre 1966 à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (article 50 du décret n° 78-380 du 15 mars 1978), à la profession d'avoué (article 57, II, du décret n° 69-1057 du 20 novembre 1969), à la profession d'huissier de justice (article 57, II, du décret n° 69-1274 du 31 décembre 1969), à la profession de commissaire priseur (article 57, II, du décret n° 69-763 du 24 juillet 1969), et à la profession de notaire (article 57, II, du décret n° 67-868 du 2 octobre 1967).

(2) Voyez, sur ce point, le commentaire de l'article 16.

De manière générale, les conditions mises à l'exercice de la profession, la nomination à la fonction (pour les officiers ministériels), la prestation de serment, certaines obligations telles que celles d'effectuer un stage, la participation aux élections des organes d'un Ordre, le régime disciplinaire, de très nombreux et importants aspects de la réglementation des professions visées par les auteurs du projet ont été conçus pour des personnes physiques et non pour des personnes morales. Les modifications et les compléments qu'il sera nécessaire d'apporter à diverses législations (Code judiciaire, législation notariale, dispositions sur l'Ordre des médecins, sur l'Ordre des médecins vétérinaires, sur l'Ordre des pharmaciens, l'Ordre des architectes), ne représenteront pas de simples retouches ou des adaptations purement formelles. Ces modifications et ces additions ne peuvent être qualifiées de "mise en concordance" des dispositions en vigueur avec les règles contenues dans la loi en projet. Elles impliqueront, sur divers points importants, de véritables options entre divers systèmes possibles et la fixation de règles nouvelles dont le principe même ne pourra être déduit de la loi en projet, ni de son économie générale.

Dès lors, deux procédés peuvent être mis en oeuvre pour réaliser les adaptations qu'il paraît nécessaire d'apporter aux dispositions légales et réglementaires organisant les diverses professions visées par le projet.

Ou bien, le Gouvernement complète le présent projet en y ajoutant les diverses mesures qui doivent être prises, du moins celles qui emporteraient modification de dispositions en vigueur qui ont force de loi, et celles qu'il appartient normalement au législateur de prendre et qui ne pourraient être

.../...

considérées comme des mesures d'exécution de principes arrêtés par ailleurs. Les dispositions nouvelles seront ainsi adoptées en forme de loi comme, en principe, elles doivent l'être. La procédure législative ordinaire sera observée. Dans le cas où le Gouvernement souhaiterait ne pas retarder le dépôt du présent projet, il suffirait, dans un premier temps, d'ajouter une disposition tenant en suspens l'entrée en vigueur de la loi jusqu'à ce que les mesures d'adaptation nécessaires aient pu être prises par une ou plusieurs lois complémentaires. L'entrée en vigueur ne doit d'ailleurs pas être simultanée pour toutes les professions; elle pourrait se faire profession par profession, au fur et à mesure que des législations spécifiques seraient adoptées pour chacune des professions concernées (1).

Ou bien le Gouvernement modifie le texte de l'article 6 du projet de manière à donner au Roi une habilitation à la fois suffisamment large et précise pour qu'Il puisse régler, dans leur ensemble, les problèmes d'adaptation de la législation et de la réglementation en vigueur touchant les diverses professions que le projet concerne. Cette habilitation trouverait son fondement dans l'article 78 de la Constitution, qui est considéré par la grande majorité des décisions de jurisprudence et des études doctrinales comme per-

.../...

---

(1) On remarquera que l'article 6 du projet prévoit déjà que la loi en projet ne sera "applicable aux officiers ministériels qu'après ratification par les Chambres des arrêtés royaux" qui doivent "apporter aux dispositions légales ... les modifications nécessaires pour les mettre en concordance avec la présente loi".

mettant l'attribution au Roi de "pouvoirs spéciaux" (1).

Le recours à ce procédé exige que les pouvoirs exceptionnels conférés au Roi soient définis avec beaucoup de précision. Dans le présent cas, il serait souhaitable de viser expressément les dispositions ayant force de loi qui pourraient être affectées par les règles nouvelles à établir et il conviendrait, en tout cas, d'indiquer formellement que seules les modifications rendues nécessaires par la création des sociétés civiles professionnelles, des sociétés civiles interprofessionnelles et des sociétés civiles de moyens pourront faire l'objet de mesures prises par le Roi sur le fondement de l'article 6. Le texte de cet article devrait aussi être rédigé de telle manière qu'il soit clair que les pouvoirs accordés au Roi sont limités dans le temps, soit qu'ils ne Lui appartiennent que pour un terme déterminé ou jusqu'à une date déterminée, soit qu'ils ne puissent être exercés qu'une seule fois, lors de la mise en application de la loi dans chacune des professions concernées, toute modification ultérieure ne pouvant avoir lieu que par la loi. Le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion d'observer, dans un avis donné à la demande du Président de la Chambre des Représentants sur le dernier projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, qu'"une loi qui attribuerait de tels pouvoirs pour une période de très longue durée - par exemple, pour toute une législature - constituerait certainement une renonciation trop importante des Chambres législatives à leurs pouvoirs pour qu'elle puisse être considérée comme restant compatible avec les règles

.../...

---

(1) Voyez notamment l'avis du Conseil d'Etat sur le projet devenu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs au Roi et les références citées dans cet avis (Doc. parl. Ch., sess. 1981-1982, n° 28/1, pages 5 à 8).

constitutionnelles" (1).

Il serait par ailleurs indispensable, si ce deuxième procédé était adopté, que l'exposé des motifs indique les motifs pour lesquels le Gouvernement estime devoir proposer aux Chambres le recours à une telle habilitation. Il pourrait, s'il le juge opportun, faire valoir, par exemple,que, pour telle ou telle raison, les mesures d'adaptation nécessaires doivent être prises d'urgence. Il appartient, en effet, au législateur d'apprécier si les circonstances justifient ou non le recours à une habilitation telle que celle qui est envisagée ici.

L'article 6 du projet prévoit que les mesures que le Roi prendra, ne rendront la loi applicable et ne seront, par conséquent, elles-mêmes applicables qu'après ratification par "les Chambres". Il conviendrait évidemment de prévoir la ratification "par la loi". On observera que ce système, qui subordonne l'application des arrêtés royaux à un vote des Chambres, s'il représente une garantie quant à l'exercice du contrôle parlementaire sur l'usage des pouvoirs conférés au Roi, réduit cependant sensiblement, notamment du point de vue de l'accélération de la procédure, les avantages qui sont recherchés dans le procédé de l'habilitation. Par ailleurs, si

.../...

---

(1) Avis du Conseil d'Etat sur le projet qui est devenu la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi (Doc. parl. Ch., sess. 1982-1983, n° 643/13, p. 3).

le législateur, lors de la ratification, demeure libre de refuser celle-ci ou de ne l'accorder que pour certaines dispositions et non pour toutes et s'il n'est même pas exclu que des amendements ou des compléments soient apportés aux textes arrêtés par le Roi, il sera tout de même moins aisé, pour les membres des Chambres législatives, de discuter et d'amender les dispositions qui leur seront soumises, que s'ils étaient saisis d'un projet de loi. Le législateur tiendra compte des aspects de cette procédure de ratification dans son appréciation de l'opportunité d'attribuer éventuellement au Roi certains pouvoirs exceptionnels pour la mise en oeuvre du présent projet de loi.

L'article 10 du projet prévoit que les conditions auxquelles pourront être constituées les sociétés civiles interprofessionnelles seront arrêtées par le Roi "à la requête des autorités qui sont habilitées à représenter la profession en vertu du statut législatif ou réglementaire de celle-ci ou, à défaut, des organisations que le Roi a spécialement désignées à cette fin". On peut se demander si les mêmes autorités et organisations ne devraient pas intervenir, au moins sous forme d'un avis, à l'occasion de l'élaboration des arrêtés que le Roi serait habilité à prendre en vertu de l'article 6 du projet. Les délégués du Ministre ont d'ailleurs indiqué au Conseil d'Etat que pareille consultation est, en fait, prévue. Il faudrait compléter le texte de l'article 6 sur ce point si l'on entend rendre cette consultation légalement obligatoire.

.../...

Article 7.

Selon l'article 7 du projet,

"Pour tout acte relevant de l'exercice de la profession, la société civile professionnelle est tenue de désigner au moins un associé qui encourt, indéfiniment et solidairement avec la société, la même responsabilité civile que s'il accomplissait cet acte en nom et pour compte propres.

A défaut d'une telle désignation, tous les associés sont, indéfiniment et solidairement, tenus avec la société".

On remarquera tout d'abord que ce régime de responsabilité n'est prévu que pour la société civile professionnelle et non pour la société civile interprofessionnelle. Il suffira donc que, par l'entrée d'un membre d'une profession considérée comme complémentaire, la société se transforme et, de société professionnelle, devienne société interprofessionnelle (1), pour que ce régime ne soit plus applicable. Aucun régime spécifique n'est prévu, à cet égard, pour la société interprofessionnelle. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de cette différence entre le statut des deux premiers types de sociétés civiles organisées par le projet. En effet, dans le cas d'une société civile interprofessionnelle comportant plusieurs associés exerçant la même profession, la question de la désignation de la personne physique responsable peut se poser dans les mêmes termes que dans le cas d'une société professionnelle. Au surplus, on n'aperçoit pas pourquoi le membre d'une société interprofessionnelle ayant commis une faute échapperait aux conséquences de celle-ci sur son patrimoine propre par le seul fait qu'il est membre d'une société interprofessionnelle.

.../...

---

(1) Les délégués du Gouvernement ont confirmé au Conseil d'Etat que pareille transformation était possible.

Selon l'exposé des motifs, le régime de responsabilité prévu à l'article 7 s'inspire du "mécanisme imaginé dans le cadre du projet sur le revisorat". Il est ainsi fait allusion à l'article 67 du projet de loi relatif à la réforme du revisorat d'entreprises, tel qu'il a été adopté par la Commission de la Chambre. Ce texte prévoit la création de sociétés civiles de reviseurs d'entreprises, ayant elles-mêmes la qualité de reviseur. Chaque fois qu'une mission de revision comptable est confiée à une telle société, celle-ci désigne, parmi les associés, un représentant chargé de l'exécution de la mission au nom et pour compte de la société. Ce représentant encourt la même responsabilité, notamment sur le plan civil, que s'il exerçait la même mission à titre personnel, en son nom propre, ceci sans préjudice de la responsabilité solidaire de la société civile pour laquelle il intervient (1). Ce système comporte donc un mécanisme qui fonctionne en deux temps : la société, sollicitée d'exercer une mission de reviseur, désigne un de ses membres pour l'accomplir; ensuite, celui-ci s'acquitte de sa mission. Il faut, par ailleurs, tenir compte du fait que l'intervention du reviseur se matérialise généralement par la remise d'un écrit, d'un rapport, par exemple, qui est rédigé et signé par son auteur.

L'article 7 du projet se borne à prévoir l'obligation, pour la société civile professionnelle, de désigner au moins l'un des associés pour accomplir une mission, mais pour encourir la responsabilité d'un acte relevant de l'exercice de la profession. Rien n'indique que la désignation sera préalable. En fait, il semble qu'elle ne pourra pas toujours être préalable : le médecin, membre d'une société civile de médecins, requis de manière inattendue, pour un cas urgent, ne pourra pas se faire désigner avant de donner ses soins. Si la désignation devait se faire après coup elle risque de ne plus pouvoir se faire, puisque tout associé

.../...

---

(1) Doc. Ch., 1983-1984, n° 552/35, du 25 juin 1984, p. 133.

qui accepterait d'être désigné prendrait sur lui seul un risque qui se trouverait autrement partagé entre tous. L'acte de l'avocat, du notaire ou du médecin, le conseil oral, par exemple, ne laisse pas de trace écrite comme le rapport du reviseur d'entreprise.

Si l'on voulait se rapprocher du système envisagé pour les reviseurs, il conviendrait de prévoir simplement que chaque associé est responsable, personnellement et solidairement avec la société, de toutes les conséquences dommageables des actes qu'il accomplit dans l'exercice de sa profession. Le reviseur d'entreprise n'est pas responsable parce qu'il a été désigné pour une mission; il est responsable parce que, dans l'exercice de cette mission dont il avait été chargé, il a commis personnellement une faute. De même, il convient que le médecin qui a commis l'erreur de diagnostic ou l'architecte qui a négligé la surveillance de l'exécution des travaux, supporte les conséquences de l'acte fautif qui lui est imputable, ceci indépendamment de toute "désignation".

L'alinéa 2 de l'article 7 deviendrait inutile si l'alinéa ler était modifié en fonction de la suggestion qui précède.

## Article 8.

L'alinéa ler établit la règle selon laquelle

> "Nul ne peut être membre de plus d'une société civile de droit belge, qu'elle soit professionnelle ou interprofessionnelle".

L'infraction à cette règle est assortie non seulement d'une sanction pénale, laquelle est prévue par l'article 26 du projet, mais aussi d'une sanction civile.

Conformément aux principes généraux de notre droit, il y a lieu de prévoir que l'associé qui a commis une violation de l'article 8 est obligé de réparer tout le préjudice commis par cette faute, c'est-à-dire non seulement le préjudice qui en résulte pour les sociétés intéressées et pour son coassocié ou ses coassociés mais aussi pour les tiers.

Article 10.

A la différence de l'article 8 du projet précédent, l'article 10 du projet n'habilite le Roi à fixer des conditions relatives à la constitution des sociétés que pour les sociétés interprofessionnelles.

Il est vrai qu'en raison même de la nature des sociétés interprofessionnelles, qui groupent des titulaires de professions distinctes, on ne conçoit pas qu'il y ait une autorité professionnelle compétente à l'égard de tous ceux-ci. C'est seulement au Roi qu'il peut appartenir de déterminer les conditions de constitution d'une société pour un groupe de professions, notamment en vérifiant le caractère complémentaire de celles-ci exigé par la loi en projet. Comme l'énonce l'alinéa 2 de l'article et comme le souligne l'exposé des motifs, le Roi ne pourra prendre les arrêté ayant un tel objet qu' "à la requête des autorités qui sont habilitées à représenter la profession en vertu du statut législatif ou réglementaire de celle-ci ou, à défaut, des organisations que le Roi a spécialement désignées à cette fin".

.../...

Par ailleurs, quant aux sociétés civiles professionnelles, il est vrai que le présent projet fixe lui-même un certain nombre de conditions pour leur constitution, en disposant, par son article 3, que ces sociétés doivent prendre la forme d'une des trois sociétés commerciales indiquées.

Toutefois on ne peut exclure que dans certains cas, il soit jugé opportun de soumettre la constitution de sociétés professionnelles à des conditions qui touchent à des objets autres que ceux qui sont réglés par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. On peut, par exemple, indiquer la fixation d'un nombre maximum de membres de la profession, le maintien d'un nombre minimum de titulaires de la profession dans un ressort déterminé, l'exigence d'une durée déterminée d'exercice de la profession chez tous les associés ou chez une partie d'entre eux, l'agrément des projets de statuts par une autorité professionnelle, etc.

Comme on le sait, il y a un certain nombre de professions auxquelles le législateur a donné une organisation leur garantissant une autonomie étendue, soit par le procédé de la création d'un ordre professionnel, soit, du moins, par l'institution, au sein de la profession, d'autorités ayant un pouvoir propre en matière de discipline et dans les matières connexes à celle-ci.

Présentement les autorités établies au sein des ordres professionnels et d'autres autorités ayant les pouvoirs indiqués sont reconnues compétentes pour soumettre la constitution d'une association à des conditions destinées à assurer le respect des principes qui régissent la profession. C'est ainsi que des conseil de l'Ordre ont établi des règles qui doivent être observées pour

.../...

la création d'une association d'avocats (1).

Pour éviter qu'après l'entrée en vigueur de la loi en projet, on conteste aux autorités professionnelles visées plus haut, le pouvoir d'ajouter aux conditions fixées par la loi, d'autres conditions qui seraient d'ailleurs compatibles avec celle-ci et inspirées par le souci de maintenir, éventuellement en les adaptant, les principes de déontologie qui régissent la professio il paraît utile de compléter le projet par une disposition consacrant expressément ce pouvoir des autorités professionnelles.

Article 12.

Aux termes du paragraphe 1er, alinéa 2, la délégation de pouvoir faite à une personne autre qu'un associé "est opposable aux tiers dans les conditions fixées par les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales".

L'exposé des motifs cite l'article 54 et l'article 130 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Ces deux articles font l'un et l'autre renvoi à l'article 10 des mêmes lois. Dès lors, dans un but de clarté et de précision, le Conseil d'Eta propose, de l'accord des délégués du Ministre, d'inscrire dans le texte même de l'article 12 du projet, un renvoi audit article 10.

.../...

---

(1) Pour l'évolution de la réglementation instituée par le Consei de l'Ordre du Barreau de Bruxelles, voir Pierre LAMBERT, Règles et usages de la profession d'avocat du Barreau de Bruxelles, pp. 351-355, Bruxelles, Editions du Jeune Barreau, 1980.

Article 13.

En son paragraphe ler, alinéa ler, l'article dispose que :

"§ ler. Nonobstant toute disposition contraire, chaque associé peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, dont il fixe l'ordre du jour".

La disposition contient une certaine anomalie puisque les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne prévoient pas la tenue d'une assemblée générale ordinaire pour les sociétés en nom collectif. Pour faire disparaître cette anomalie, les délégués du Ministre indiquent que le terme "extraordinaire" sera supprimé.

Il va de soi que la faculté créée par l'article 13, § ler, alinéa ler, du projet ne dispense pas de l'obligation de tenir une assemblée générale ordinaire dans les sociétés où cette obligation est prévue par la loi ou par les statuts.

Article 16.

L'article 16 du projet dispose :

"Nonobstant toute disposition contraire, chaque associé a le droit de se retirer de la société mais en respectant les dispositions prévues à cet effet par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ou, à défaut, par l'acte de société"

L'exposé des motifs souligne que la règle selon laquelle tout associé peut se retirer de la société "est impérative". Il

.../...

indique ensuite qu'en faisant référence aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales concernant le retrait d'un associé, les auteurs du projet ont pensé "en particulier, à l'article 149" des lois sur les sociétés commerciales.

En réalité, aucune autre disposition des lois sur les sociétés commerciales ne paraît relative aux modalités qui devraient être observées en cas de retrait d'un associé. Il conviendrait, en conséquence, de viser expressément le seul article 149 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et non de manière générale "les dispositions prévues à cet effet par les lois sur les sociétés **commerciales**".

L'article 16 du projet n'interdit nullement d'insérer dans le contrat de société une clause limitant, de quelque manière que ce soit, la faculté de se retirer de la société. Rien n'empêcherait donc les associés de stipuler qu'aucun associé ne pourra se retirer avant tel délai, avant que la société ait duré, par exemple, dix ou vingt ans. Ceci revient à dire que la société pourrait être constituée pour une durée déterminée sans faculté de retrait anticipé.

Dans une société dont la durée est illimitée, la dissolution peut, en tout cas, être demandée par l'une des parties, pourvu que la renonciation soit de bonne foi et non faite à contretemps (article 1869 du Code civil). Dès lors, la portée de l'article 16 du projet est essentiellement de permettre à tout associé de se retirer d'une société constituée pour une durée déterminée, dont les statuts ne comportent pas de stipulation relative au retrait anticipé des associés. Dans ce cas, les mots "Nonobstant toute disposition contraire", au début de l'article, et "en respectant les dispositions prévues à cet effet ... par l'acte de société", à la fin de l'article, qui présentent d'ailleurs entre eux une certaine contradiction, n'ont plus guère de signification.

L'article 16 devrait se lire : "Si les statuts de la société ne prévoient rien à cet égard, tout associé a le droit de se retirer de la société, mais, dans le cas d'une société coopérative, en respectant l'article 149 des lois sur les sociétés commerciales".

On s'interrogera cependant sur l'utilité de la disposition en ce qui concerne précisément les sociétés coopératives, puisque l'article 146, 2°, des lois sur les sociétés commerciales prévoit déjà, pour ce type de sociétés, qu'en cas de silence des statuts sur ce point, tout associé peut se retirer de la société. La société coopérative est, en effet, une société "ouverte" dont, dans des conditions fixées par la loi (nombre minimum d'associés et capital minimum), la caractéristique est que le nombre d'associés et le capital peuvent varier.

Dans le cas des sociétés en nom collectif et des sociétés de personnes à responsabilité limitée, la disposition envisagée, si elle tend à donner à tout associé le droit de se retirer à tout moment, engendrera un risque considérable d'instabilité de la société créée en vertu du projet. Celui-ci devrait apparemment être complété pour prévoir, comme à l'article 1869 du Code civil, certaines conditions à l'exercice du droit de retrait. De telles conditions ne sont, en effet, pas prévues par le droit commun qui ignore le retrait "ad nutum" des associés dans les sociétés constituées pour une durée déterminée.

+

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat par les délégués du Ministre à qui le contenu des observations qui précèdent a été exposé, que les auteurs du projet poursuivent, par l'article 16 du projet, un double objectif : en premier lieu, affirmer le principe de la possibilité d'un retrait anticipé d'un associé (dans les sociétés à durée déterminée) et, en second lieu, permettre le retrait immédiat d'un associé si la société fait l'objet d'une sanction disciplinaire.

Le principe de la liberté de l'associé de se retirer devrait, comme on l'a indiqué déjà, se trouver assorti de dispositions en précisant les modalités. Les délégués du Ministre ont notamment évoqué la possibilité d'un délai entre la date à laquelle le retrait serait notifié aux autres associés et le moment où ce retrait produirait ses effets.

En ce qui concerne le retrait en cas de sanction disciplinaire contre la société, il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si toute sanction disciplinaire, si minime soit-elle, doit faire naître de plein droit et sans limitation dans le temps, le droit pour chacun des associés (dont plusieurs peuvent avoir été étrangers à la faute reprochée à la société) de se retirer désormais de la société à tout moment, sans égard pour les intérêts de ses coassociés, même de ceux qui, comme lui, n'auraient pris aucune part dans les faits qui ont provoqué la sanction. Dans cette appréciation de l'opportunité de la règle envisagée et des tempéraments qui pourraient en

.../...

atténuer les conséquences, il sera tenu compte que le droit commun autorise déjà tout associé à demander en justice la dissolution d'une société avant le terme pour lequel elle a été constituée sur base "de justes motifs" (article 1871 du Code civil).

Il conviendra aussi, si l'on veut éviter, spécialement dans les sociétés en nom collectif et dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée, que le retrait d'un associé entraîne la dissolution de la société, de prévoir le sort à réserver à la part de celui qui se retire. Même dans les sociétés coopératives, le retrait d'un ou de plusieurs associés pourrait provoquer la dissolution à la suite de la réduction du nombre de membres au-dessous du minimum légal.

Article 19.

En son alinéa 2, l'article dispose comme suit :

> "Celui qui perd la qualité d'associé et, en cas de décès, les ayants droit ne sont pas tenus, à l'égard des tiers, des obligations que la société contracte à partir de la publication de ces faits".

Pour assurer la connaissance de la perte de la qualité d'associé survenue pour cause d'un fait autre que le décès - tel que, par exemple,la démission de l'associé -, il y a lieu de compléter l'article par une disposition prescrivant la publication de ce fait selon un mode déterminé; on peut citer le dépôt d'une déclaration au greffe du tribunal de commerce, la publication au Moniteur belge, la publication aux annexes du Moniteur belge.

.../...

Article 24.

Afin que les membres d'une société professionnelle ou d'une société interprofessionnelle dissoute ne soient pas privés de la faculté d'exercer leur activité professionnelle entre la date de la dissolution de la société et la date de la publication de cette dissolution, l'article permet à chaque associé, dès la dissolution de la société, d'exercer sa profession en son nom et pour son compte ou de devenir membre d'une autre société civile professionnelle ou interprofessionnelle.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il n'est pas utile de compléter l'article par une disposition imposant aux anciens associés d'informer ceux qui restent ou entrent en relation professionnelle avec eux, de la dissolution de la société existant antérieurement.

Article 27.

Suivant l'article,

> "Sont punis d'une peine d'emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement ceux qui contreviennent aux dispositions que le Roi détermine dans les arrêtés pris en exécution de l'article 10, alinéa 1er".

On peut se demander s'il convient que le législateur punisse, dès à présent, de peines d'ailleurs relativement sévères, des faits qui ne seront déterminables en tant qu'infractions

.../...

qu'après qu'auront été pris des arrêtés dont le contenu sera vraisemblablement à la fois technique et complexe. Dans l'état actuel d'imprécision des intentions du Gouvernement en ce qui concerne ce contenu, n'est-il pas hasardeux de punir sévèrement, et selon un même système, des faits dont la gravité sera peut-être très différente, voire des manquements à de simples règles d'organisation interne ? Ne serait-il pas préférable de conférer à cet égard une habilitation au Roi dans des limites que la loi préciserait, et en des termes moins sévères que ceux du présent article 27 ?

Article 30.

Selon les précisions fournies au Conseil d'Etat par les délégués du Ministre, l'article n'a pas pour objet d'obliger toutes les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la loi en projet, ont constitué une société professionnelle ou interprofessionnelle, même dépourvue de la personnalité juridique, de donner à cette société une des formes prévues par la loi en projet.

L'article a seulement pour objet d'obliger, dans un délai de trois ans, toutes les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la loi en projet, ont constitué une société civile à forme commerciale dont l'objet entre dans le champ d'application de la loi en projet, de mettre les statuts de cette société en conformité avec la loi.

.../...

Pour prévenir un danger d'équivoque, le texte suivant est proposé pour l'article 30, alinéa 1er :

"Les personnes visées aux articles 1er et 2 qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ont constitué des sociétés civiles à forme commerciale dont l'objet entre dans le champ d'application de cette loi doivent, dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de celle-ci, mettre les statuts desdites sociétés en concordance avec ses dispositions".

---

In de brief waarmee hij de Raad van State om advies heeft verzocht, heeft de Minister van Justitie gevraagd dat dit advies hem zou worden meegedeeld binnen de in artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalde termijn van ten hoogste drie dagen. De Minister van Justitie heeft daarbij aangevoerd dat de Regering het ontwerp bij het begin van de komende parlementaire zitting wenste neer te leggen op het bureau van één van de Wetgevende Kamers en dat het ontwerp grotendeels de bepalingen overnam van een vroeger ontwerp waarover de Raad van State advies had gegeven op 14 mei 1984. Dat neemt niet weg dat het ontwerp dat in dit advies wordt onderzocht, tal van nieuwe bepalingen bevat die fundamenteel zijn en ingewikkelde problemen doen rijzen. Om de bedoelingen van de Regering precies te kennen, heeft de Raad van State nauwe contacten willen hebben met de gemachtigden van de Ministers en heeft hij dezen op een van zijn vergaderingen willen horen. Daardoor is het de Raad van State onmogelijk geweest zijn advies te verstrekken binnen de door artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn.

\+

\+ \+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Het eerste lid van het artikel bepaalt voor welke beroepen de beoefenaars daarvan zich in een professionele burgerlijke vennootschap zullen kunnen verenigen.

Terwijl artikel 1 van de Franse wet van 29 november 1966 "relative aux sociétés civiles professionnelles" de oprichting toelaat van vennootschappen "entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, staat artikel 1, eerste lid, van het huidige ontwerp de oprichting toe van professionele burgerlijke vennootschappen tussen "natuurlijke personen die zelfstandig hetzelfde dienstverlenend intellectueel beroep uitoefenen van niet handelsrechtelijke aard, maar dat beheerst wordt door een bij de wet of bij verordening geregeld statuut".

De ontworpen wet zal dus niet alleen op vrije beroepen toepassing vinden, maar op alle dienstverlenende (1) intellectuele beroepen, voor zover drie voorwaarden tegelijkertijd vervuld zijn.

I. Het beroep moet van niet-handelsrechtelijke aard zijn.

In zijn advies L. 12.371/1 van 3 juni 1976 had de Raad van State voorgesteld nader te bepalen dat het intellectueel beroep een burgerlijk karakter moest hebben. De Regering heeft de voorkeur gegeven aan de formule "van niet handelsrechtelijke aard".

De memorie van toelichting van het onderhavige wetsontwerp beklemtoont dat de voorwaarde volgens welke het beroep van niet-handelsrechtelijke aard moet zijn "onder meer de commissionairs, de makelaars, de handelsagenten en vooral de houders van agentschappen en zakenkantoren" uitsluit.

.../...

---

(1) Zie de opmerkingen hierna.

II. Het beroep moet beheerst worden door een bij de wet of bij verordening geregeld statuut. De memorie van toelichting vermeldt als zodanige beroepen die van notaris, van gerechtsdeurwaarder en van advocaat. Zij vermeldt eveneens de beroepen die beheerst worden door een "reglementering" ingevolge de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen (1).

III. Het beroep moet zelfstandig worden uitgeoefend. Er wordt aangenomen dat de ministeriële ambtenaren (de advocaten bij het Hof van Cassatie, de notarissen en de gerechtsdeurwaarders) een zelfstandig beroep uitoefenen, hoewel zij hun ambt ontlenen aan een benoeming door de Koning.

Blijkens de tekst zelf van het nieuwe ontwerp (artikel 6), zal de wet toepassing vinden op de ministeriële ambtenaren.

+

.../...

---

(1) Daarentegen zal de weglating van de woorden "(of beroep) waarvan de titel beschermd is", die voorkwamen in het ontwerp waarover de Raad advies L. 12.371/1 van 3 juni 1976 heeft gegeven en die in de Franse wet van 30 november 1966 staan, tot gevolg hebben dat de ontworpen wet geen toepassing zal vinden op de journalisten. De wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist heeft immers geen "statuut van het beroep" vastgesteld.

Vergeleken bij het ontwerp waarover de Raad van State het advies L. 15.689/2 van 14 mei 1984 (1) heeft uitgebracht, voegt dit ontwerp het woord "dienstverlenend" in vóór de woorden "intellectueel beroep". Te oordelen naar de memorie van toelichting en de aanvullende inlichtingen welke de gemachtigden van de Minister aan de Raad van State hebben verstrekt, wordt met de invoeging van dat woord beoogd "een soort parallellisme te creëren" tussen de ontworpen wet en de hierboven onder II vermelde kaderwet van 1 maart 1976.

Het nagestreefde parallellisme is in feite niet strak genoeg. Het ontwerp slaat ongetwijfeld op heel wat intellectuele beroepen die tegelijkertijd van niet-handelsrechtelijke aard zijn, beheerst worden door een bij de wet of bij verordening geregeld statuut en zelfstandig worden uitgeoefend, zonder dat moet worden aangegeven dat zij dienstverlening tot doel hebben. Voorts moet erop gewezen worden dat de beoefenaars van sommige dienstverlenende intellectuele beroepen, bedoeld in de kaderwet van 1 maart 1976 "soms handelingen verrichten die de wet als daden van koophandel beschouwt"(2).

De toevoeging "dienstverlenend" is overbodig en kan zelfs aanleiding geven tot verwarring. De Raad van State stelt voor dat woord te schrappen. De gemachtigden van de Minister, die erop wijzen dat het verband tussen het toepassingsgebied van de ontworpen wet en dat van de kaderwet van 1 maart 1976 nader zal worden aangegeven in de memorie van toelichting, zijn het daarmee eens.

\+

\+ \+

.../...

---

(1) Dat ontwerp zal verder in het advies eenvoudigweg aangeduid worden met de woorden "het vorige ontwerp".

(2) Verslag namens de Commissie voor de Middenstand uitgebracht door Mevr. VERDIN-LEENAERS (Gedr. St. Senaat, zitting 1974-1975, nr 659/2, blz. 2).

Het tweede lid van het artikel luidt als volgt :

"In dat geval (dat van de oprichting van een professionele burgerlijke vennootschap) oefent de vennootschap het beroep uit op dezelfde wijze als de vennoten. De vennoten kunnen die beroepswerkzaamheid alleen voor rekening van de vennootschap uitoefenen".

I. Zoals in dat lid alleruitdrukkelijkst is gesteld, berusten de bepalingen van het ontwerp op de opvatting dat niet alleen de vennoten maar ook de professionele burgerlijke vennootschap titularis zijn van het beroep. Die opvatting blijkt mede uit artikel 5, tweede lid, dat voorziet in de benoeming van de burgerlijke vennootschap of in haar inschrijving op de tabel van een orde. Zij blijkt ook nog uit artikel 9, dat bepaalt dat het tuchtrecht zowel ten aanzien van de professionele burgerlijke vennootschap als van haar leden wordt uitgeoefend.

Een analyse van de bepalingen waarbij het wettelijke of het reglementair statuut van de diverse in het ontwerp bedoelde beroepen wordt vastgesteld, toont aan dat die bepalingen ontworpen zijn voor natuurlijke personen en dat ze, zonder aanzienlijke voorafgaande aanpassingen, niet toegepast kunnen worden op rechtspersonen. Dat probleem zal nader worden besproken naar aanleiding van het onderzoek van artikel 6.

II. Het is ongetwijfeld ietwat overdreven te schrijven dat "de vennootschap het beroep uitoefent op dezelfde wijze als de vennoten". Ten wille van de eigen aard van de professionele burgerlijke vennootschap,die een rechtspersoon is, kunnen de regels die betrekking hebben op het statuut van de titularissen van het beroep, in bepaalde opzichten immers niet op precies

.../...

dezelfde wijze op de professionele burgerlijke vennootschap worden toegepast als op natuurlijke personen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"In dat geval zijn zowel de vennootschap als de vennoten titularis van het beroep".

III. De tweede volzin van het lid luidt als volgt : "De vennoten kunnen (de) beroepswerkzaamheid alleen voor rekening van de vennootschap uitoefenen". Die volzin zou verkeerdelijk kunnen uitgelegd worden alsof de vennoten persoonlijk geen enkele aansprakelijkheid zouden dragen, aangezien deze in alle gevallen op de vennootschap rust.

Zoals de gemachtigden van de Minister gepreciseerd hebben, beoogt de besproken tekst als regel te stellen dat de titularissen van een beroep die zich verenigd hebben, dat beroep alleen nog maar mogen uitoefenen binnen de vennootschap.

Om de wil van de auteurs van het ontwerp weer te geven zonder gevaar voor het hierboven bedoelde misverstand, geeft de Raad van State in overweging de tweede volzin van het lid als volgt te redigeren : "De leden van de vennootschap oefenen het beroep niet meer persoonlijk uit maar uitsluitend in hun hoedanigheid van vennoot".

Artikel 2.

I. Om de redenen die zijn opgegeven in verband met artikel 1, schrappe men het woord "dienstverlenende".

.../...

II. Ter wille van de oveenstemming, gebruike men aan het slot van het tweede lid dezelfde formule als in artikel 1, tweede lid.

Artikel 2, tweede lid, zou derhalve als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Ieder lid van de vennootschap blijft alleen titularis van zijn beroep; hij oefent het evenwel niet meer persoonlijk uit, maar uitsluitend in zijn hoedanigheid van vennoot".

III. Een van de voorwaarden welke dat artikel stelt opdat personen die verschillende beroepen uitoefenen zich kunnen verenigen, is dat hun werkzaamheden een aanvullend karakter vertonen.

Zoals de memorie van toelichting opmerkt, worden in artikel 10 voor de oprichting van interprofessionele vennootschappen drie beginselen geponeerd.

"- de vennootschappen worden opgericht volgens de voorwaarden bepaald bij koninklijk besluit en dit per groep van beroepen;

- dergelijke koninklijke besluiten kunnen enkel uitgevaardigd worden nadat erom verzocht werd door de bij wet of bij koninklijk besluit als bevoegd aangewezen vertegenwoordigers van de beroepen of, bij ontstentenis daarvan, door de organisaties die de Koning speciaal daartoe heeft aangewezen;

- een in ministerraad overlegd koninklijk besluit zal de modaliteiten voor indiening, verloop en eventuele afwijzing van dit verzoek reglementeren".

.../...

Als men artikel 2 in verband brengt met artikel 10, kan men veronderstellen dat het onderling aanvullend karakter van de beroepen zal blijken uit gelijkgerichte aanvragen die moeten komen van alle betrokken beroepen. Dat neemt echter niet weg dat die gelijkgerichte aanvragen niet mogen ingaan tegen de zin zelf van het begrip "aanvullend karakter", zoals dat ingevolge de wet verstaan zal dienen te worden.

Uit de hierna volgende passus van de memorie van toelichting blijkt dat de Regering onder meer het aanvullend karakter van de beroepen behoort na te gaan :

> "Door deze procedure kan tevens, voor elke groep van beroepen in het bijzonder, concreet zowel de raadzaamheid worden onderzocht de bedoelde beroepen uit te oefenen in de vorm van een interprofessionele vennootschap - inzonderheid uit het oogpunt van hun complementariteit - en de praktische modaliteiten voor de oprichting van de voornoemde vennootschap".

Het is ten andere niet zeker dat artikel 10 de Koning toestaat om zelf een oordeel te vellen over de eventueel uiteenlopende voorwaarden waarvan de beroepen het onderling aanvullend karakter, waarover zij het in beginsel nochtans eens zouden zijn, afhankelijk mochten maken.

Artikel 3.

Volgens artikel 3 van het ontwerp "nemen de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschappen, zonder hun burgerlijk karakter te verliezen, de vorm aan hetzij van een vennootschap in gemeenschappelijke naam (men leze "vennootschap onder firma" - wet van 26 mei 1983), hetzij (van) een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, hetzij (van) een

.../...

coöperatieve vennootschap". Artikel 25 van het ontwerp maakt die bepaling mede toepasselijk op de burgerlijke vennootschappen van middelen.

1. Uit een technisch oogpunt is bij het in artikel 3 gehanteerde procédé van wetgeving bij verwijzing toch wel enig voorbehoud te maken. De vennootschappen waarvan het doel van burgerlijke aard is kunnen, zonder dat burgerlijke karakter te verliezen, de vorm van handelsvennootschappen aannemen (gecoördineerde wetten van 30 november 1935, artikel 212). Nu is het zo dat de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende het contract van vennootschap mede toepasselijk zijn op de handelsvennootschappen wat betreft de punten die niet strijdig zijn met de wetten en gebruiken van de koophandel (Burgerlijk Wetboek, artikel 1873). Doordat het ontwerp verwijst naar de vennootschappen onder firma, de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en de coöperatieve vennootschappen, vinden dus twee wetgevingen toepassing, en daar komen dan nog eens de dwingende regels van het ontwerp bovenop.

Volgens de memorie van toelichting hebben die dwingende bepalingen onder meer betrekking op de hoedanigheid van vennoot (artikel 4), het verlies van die hoedanigheid (artikel 16 tot 19), de oprichting (artikel 19), de werkwijze (artikel 12 tot 15), de duur en de ontbinding (artikel 20 tot 24) van de vennootschap. De bijzondere aansprakelijkheidsregel van artikel 7 van het ontwerp wijkt eveneens af van het gemeen recht inzake handelsvennootschappen. Het bestaan van die afwijkingen en de omvang ervan kunnen moeilijkheden veroorzaken.

.../...

Als bij de oprichting van een professionele of een interprofessionele burgerlijke vennootschap de rechtsvorm van de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid of van de coöperatieve vennootschap wordt aangenomen, rijst met name de vraag of de aangenomen formule wel bestaanbaar is met het doel van de opgerichte vennootschap.

Luidens artikel 120, 6°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is voor de oprichting van een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid vereist "dat de aandelen of gedeelten van aandelen die de inbreng in natura vertegenwoordigen, in elk geval zijn volgestort". Niettegenstaande het verslag van de Kamercommissie dat ten tijde van de totstandkoming van de wet was opgesteld door de heer WAUWERMANS (bladzijden 13 en 14), was er in de rechtsleer een strekking die aannam dat die bepaling een inbreng van nijverheid niet verhindert omdat de vennootschap gerechtigd is van de inbrenger onmiddellijk de toegezegde diensten te eisen en de afdwingbaarheid van dat recht verzekerd zou zijn door een vordering tot schadevergoeding op grond van artikel 1142 van het Burgerlijk Wetboek (VAN HOUTTE, Traité des sociétés de personnes à responsabilité limitée, deel I, 1962, nr. 97, blz. 136, en voor Frankrijk, TCHERNOFF, "Ententes économiques et financières", nr 256).

Die strekking heeft evenwel niet de bovenhand gehaald. Thans is het vaste rechtspraak en rechtsleer dat de inbreng slechts kan geschieden in geld of in roerende of onroerende goederen die waardeerbaar zijn in geld. (Kph. Luik, 20 januari 1967, "Rev. prat. soc." 1967,nr. 5363, G. CARLE,

.../...

"De la rémunération de l'apport en industrie dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée", Rev. prat. soc., nr. 5390; J. DE MEY, Inbreng van de bedrijvigheid in N.V. en P.V.B.A., Tijdschr.Not. 1970, 209; LOIR, "Traité et formulaires de sociétés de personnes à responsabilité limitée", nr 152; VAN RYN en HEENEN, "Principes de droit commercial", Brussel 1957, deel II, nr. 893, blz. 11 en 12; FREDERICQ, Handboek van het Belgisch Handelsrecht, 1962, deel I, nrs 507-511, blz. 435-438) (1).

In een coöperatieve vennootschap moeten de inbrengen "inbrengen in geld of andere werkelijke inbrengen" zijn (artikel 141 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen). Uit de tekst van de wet leidt men over het algemeen af dat de coöperatieve vennootschap te vergelijken is met de naamloze vennootschap en met de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, waar het kapitaal verdeeld wordt in aandelen (zie VAN RYN, op cit., deel II, blz. 68 en 69, nr 985). Sommigen zijn evenwel van mening dat inbreng van nijverheid mogelijk is en vergoed kan worden met aandelen, aangezien er in coöperatieve vennootschappen voor de inschrijvers generlei stortingsverplichting bestaat. (Rép. not.,deel XII, Dr. comm., boek V, 4, nr. 93, blz. 52).

In de commentaar bij artikel 22 van het ontwerp preciseert de memorie van toelichting dat "het centrum van de aktiviteit van de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschappen gelegen is in de beroepsuitoefening en niet in het kapitaal van de burgerlijke vennootschap". Men dient

.../...

---

(1) In de laatste uitgave van zijn boek heeft VAN HOUTTE zich met die mening verenigd (blz. 59, nr. 54).

daaruit af te leiden dat artikel 120, 6°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, in de interpretatie welke de rechtsleer en de rechtspraak daarvan geven, geen toepassing zal vinden op de professionele en de interprofessionele burgerlijke vennootschappen, en dat voor de coöperatieve vennootschappen de ruimste interpretatie van artikel 141 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zal moeten prevaleren.

Het ontwerp zegt evenwel niet of de inbreng van nijverheid al dan niet in geld moet worden gewaardeerd, dan wel of, wat de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid betreft, de artikelen 29 bis en 120bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen toepasselijk zijn (1).

Is zulk een waardering van de inbreng van nijverheid vereist, dan lijkt het logisch te bepalen dat het bestaan van een minimumkapitaal van 250.000 frank verantwoord zal moeten worden, maar het ontwerp zwijgt daarover (artikel 120 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen).

Voorts heeft iedere vennoot, luidens artikel 13, § 4, van het ontwerp, slechts één stem in de algemene vergadering, niettegenstaande enige andersluidende bepaling in de oprichtingsakte. De memorie van toelichting wettigt die regel door er op te wijzen dat deze gelijkheid gesteund is op het onmisbaar wederzijds vertrouwen

.../...

---

(1) Die artikelen bepalen dat indien in een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid een inbreng niet in geld bestaat, de voorzitter van de rechtbank van koophandel binnen wiens rechtsgebied de akte moet worden verleden, vóór de oprichting van de vennootschap, op verzoek van een of meer oprichters, een bedrijfsrevisor aanwijst. De revisor brengt verslag uit, inzonderheid over de beschrijving van elke inbreng in natura, de toegepaste methoden van waardering en de als tegenprestatie verstrekte vergoeding.

dat vereist is voor de gezamenlijke uitoefening van een intellectueel beroep. Zij zou toepassing vinden ongeacht de aard van de inbreng in de vennootschap of de wijze van verdeling van de winsten.

In dat verband mag eraan herinnerd worden dat artikel 1853 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat "wanneer de akte van vennootschap het aandeel van elke vennoot in de winsten of verliezen niet bepaalt, ieders aandeel evenredig is aan zijn inbreng in de vennootschap. Ingeval een vennoot slechts zijn nijverheid heeft ingebracht, wordt zijn aandeel in de winsten of in de verliezen geregeld alsof zijn inbreng gelijk was aan die van de vennoot die het minst heeft ingebracht". Van zijn kant bepaalt artikel 146, 5°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen dat in de coöperatieve vennootschappen "jaarlijks de winst onder de vennoten verdeeld of het verlies over hen omgeslagen wordt, de ene helft in gelijke delen en de andere helft naar evenredigheid van hun inbreng".

Die enkele voorbeelden - er zijn er nog - geven een idee van de interpretatiemoeilijkheden welke artikel 3 kan doen ontstaan.

Om dat bezwaar te voorkomen zou het ontwerp de afwijkingen we ke het wil aanbrengen in de wetgevingen waarnaar het verwijst, uitdrukkelijk moeten bepalen. Artikel 3, alsmede de andere artikelen van het ontwerp die gelijkaardige problemen van bestaanbaarheid doen rijzen, zouden in die zin moeten worden aangevuld.

.../...

Artikel 5.

Het tweede lid handelt alleen over het geval dat de professionele burgerlijke vennootschap "benoemd moet worden of ingeschreven op de tabel van een orde".

De wet vindt ook toepassing op beroepen waarvoor geen benoeming nodig is om ze te kunnen uitoefenen of waarvoor geen beroepsorden bestaan. Dit is het geval voor beroepen die gereglementeerd zijn op grond van de kaderwet van 1 maart 1976. De Regering en de Wetgevende Kamers zullen dienen te oordelen of, naast de inschrijving op de tabel van een beroepsorde, ook niet vermeld moet worden de inschrijving op een tabel van beoefenaars van een dienstverlenend intellectueel beroep waarvoor een regeling bestaat op grond van de kaderwet van 1 maart 1976.

.../...

Artikel 6.

Artikel 6 van het ontwerp maakt de Koning bevoegd om bij een in Ministerraad overlegd besluit de "wettelijke bepalingen tot vaststelling van het statuut van de ministeriële ambtenaren" te wijzigen "om ze in overeenstemming te brengen met deze wet".

De Raad van State had er in zijn advies over het vorige ontwerp reeds op gewezen dat ten gevolge van sommige bepalingen van het ontwerp "de wettelijke of reglementaire statuten van de in het ontwerp bedoelde beroepen (zouden) moeten worden aangepast". Hij had er reeds op geattendeerd dat de bij artikel 8 van dat ontwerp aan de Koning verleende machtiging niet volstond om de uitvoerende macht in staat te stellen de noodzakelijke bepalingen uit te vaardigen : "Een optreden van de wetgever zal vereist zijn telkens als het statuut van het beroep door hem tot stand is gebracht".

Artikel 6 van het ontwerp komt aan de aldus gemaakte opmerking gedeeltelijk tegemoet. Het is echter nog steeds onvoldoende voor het oplossen van de moeilijkheid waarop de Raad van State had gewezen.

In de eerste plaats biedt het de Koning slechts de mogelijkheid om de wetsbepalingen aangaande het statuut van de ministeriële ambtenaren aan te passen. Welnu, talrijke andere beroepen als daar zijn : advocaat, arts, apotheker, architect, die in de werkingssfeer van het ontwerp liggen, worden eveneens beheerst door wetsbepalingen of door bepalingen die kracht van wet hebben en die bepalingen zullen ook moeten worden gewijzigd of aangevuld voordat het ontwerp toegepast kan worden op de beroepen waarvan zij het statuut regelen.

.../...

In de tweede plaats zullen de wijzigingen en de aanvullingen die aangebracht zullen moeten worden in de wettelijke regeling van bepaalde beroepen die tot de werkingssfeer van het ontwerp behoren, of het nu alleen gaat om de ministeriële ambtenaren of ook om andere beroepen, heel wat talrijker en belangrijker blijken te zijn dan de Regering onder het oog gezien lijkt te hebben toen zij in artikel 6 de woorden "in overeenstemming brengen" gebruikt heeft.

De Raad van State kan in dit advies, waarvoor spoed is gevraagd, geen volledige behandeling brengen van de vele problemen die de goedkeuring van de ontworpen wet zal doen rijzen inzake aanpassing van de thans geldende wetgevingen. Enige voorbeelden mogen echter volstaan om de omvang en de gecompliceerdheid ervan te meten.

Het wettelijk statuut van de door het ontwerp beoogde beroepen regelt doorgaans de voorwaarden voor de toelating tot het beroep. Artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek bij voorbeeld noemt de voorwaarden op waaraan voldaan moet zijn om tot gerechtsdeurwaarder te kunnen worden benoemd : 1° volle vijfentwintig jaar oud zijn, 2° houder zijn van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld bekwaamheidsbewijs, van het getuigschrift van kandidaat-gerechtsdeurwaarder en van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, 3° een stage van twee jaar hebben gedaan in deurwaarderskantoren, 4° aan de eisen van de dienstplichtwetten hebben voldaan. Het is duidelijk dat de professionele burgerlijke vennootschap die door twee of meer gerechtsdeurwaarders zou worden opgericht en die overeenkomstig artikel 5, tweede lid, van het ontwerp om haar benoeming zou verzoeken, geen enkele van die voorwaarden zou kunnen vervullen.

.../...

Artikel 31 van de wet van 25 ventôse- 5 germinal jaar XI tot regeling van het notarisambt bepaalt dat "het getal en de spreiding van de notariskantoren evenals de standplaatsen door de Koning bepaald worden" en beperkt het aantal "plaatsen" die in ieder arrondissement mogen bestaan, naar gelang van het bevolkingscijfer. Wanneer twee of meer notarissen een professionele burgerlijke vennootschap zullen vormen die volgens artikel 1, tweede lid, van het ontwerp "het beroep (uitoefent)" zal het dus de vraag zijn of deze een bijkomende plaats van notaris zal bekleden en of de plaatsen die door de geassocieerde notarissen worden bekleed geacht zullen worden nog steeds te zijn bekleed hoewel dezen hun beroep nog slechts in de hoedanigheid van orgaan van hun vennootschap zullen uitoefenen. Verschillende oplossingen kunnen voor een zodanig probleem worden bedacht. Het enkele "in overeenstemming brengen" zou echter, zoals de wet nu is, blijkbaar meebrengen dat de vennootschap alleen bij vacature van een notariskantoor kan worden opgericht, en het is duidelijk dat het werkelijk in de praktijk brengen van de door het ontwerp beoogde hervorming daardoor aanzienlijk zou kunnen worden vertraagd.

Ten aanzien van het beroep van advocaat evenals ten aanzien van verscheidene andere beroepen die tot de werkingssfeer van het ontwerp behoren, is voorzien in de verkiezing van een "raad van de Orde" waarvan de leden gekozen worden door en uit degenen die het beroep uitoefenen (artikel 450 van het Gerechtelijk Wetboek). Al dadelijk rijst de vraag of de professionele burgerlijke vennootschap van advocaten aan de stemming zal deelnemen los van de vennoten waaruit zij bestaat, en of zij zich kandidaat zou kunnen stellen om in de raad zitting te hebben.

Het gezond verstand lijkt te eisen dat daarop ontkennend wordt geantwoord. Toch blijft, als de wet niet wordt aangepast, omtrent dat ontkennend antwoord twijfel bestaan want het komt in strijd met de tekst van de wet.

De toepassing van de tuchtregeling van de verschillende beroepen van advocaat, arts, dierenarts, apotheker en architect op rechtspersonen als de professionele burgerlijke vennootschappen, leidt tot heel wat moeilijkheden die door de wetgever moeten worden opgelost. Zo is er bijvoorbeeld de vraag wie de vennootschap voor de tuchtrechtelijke organen zal vertegenwoordigen : men kan er namelijk tegen opzien dat aan een advocaat of een arts die persoonlijk vervolgd wordt wegens een handeling die indruist tegen de beroepsgebruiken, de mogelijkheid wordt gelaten om de venootschap te vertegenwoordigen naar aanleiding van de tuchtprocedure die wegens dezelfde handeling tegen de vennootschap gevoerd wordt. De toepassing van tuchtstraffen op een rechtspersoon roept andere problemen op; men kan zich zelfs afvragen of althans sommige van die straffen, zoals "niet-toelating tot de raad van de kamer" in het geval van gerechtsdeurwaarders of "de niet-toelating tot de kamer" in het geval van notarissen (artikel 531, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek, artikel 10 van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de organisatie van de kamers van notarissen) echt toepasbaar zijn op lichamen die slechts op het terrein van het recht personen zijn en of integendeel niet gedacht zou moeten worden aan een aantal specifieke straffen die alleen op de professionele burgerlijke vennootschappen toepassing zouden vinden. De schorsing en de schrapping waarin het statuut van diverse beroepen voorziet, zijn maatregelen die wellicht ook tegen professionele burgerlijke vennootschappen genomen zullen kunnen worden. Het is zaak van de Regering en de Wetgevende Kamers uit te maken of en in hoeverre die straffen in dat geval gevolgen zullen kunnen hebben voor de vennoten, zelfs voor hen die niets uitstaande gehad hebben met de feiten die aan de tegen de vennootschap genomen strafmaatregel

.../...

ten grondslag liggen (1). Hoewel een dergelijke collectieve tuchtrechtelijke aansprakelijkheid zeker niet ondenkbaar is en hoewel de gevolgen ervan beperkt kunnen worden door de vennoot die zich persoonlijk niets te verwijten heeft de mogelijkheid te bieden zich onmiddellijk uit de vennootschap terug te trekken (2), blijven er nog problemen bestaan alleen al doordat, bij de huidige stand van de wetgeving althans, degene die het beroep uitoefent en aldus de consequenties van de misstap van een derde ondergaat, niet de mogelijkheid heeft om tussen te komen in een tuchtprocedure die hem ontegenzeggelijk schade zou kunnen berokkenen.

De vereisten die aan het uitoefenen van het beroep zijn gesteld, de benoeming tot het ambt (wat de ministeriële ambtenaren betreft), de eedaflegging, sommige verplichtingen zoals die een stage te maken, de deelneming aan de verkiezing van de organen van een Orde, de tuchtregeling, talrijke en be-

.../...

---

(1) In Frankrijk bij voorbeeld bepaalt het decreet nr 72-669 van 13 juli 1972 (dat uitgevaardigd is met het oog op de toepassing van de wet nr 66-879 van 29 november 1966 "relative aux sociétés civiles professionnelles" op het beroep van advocaat) onder meer : "dans le cas de suspension de la société, mais non de tous les associés, les associés non suspendus peuvent être chargés de la gestion de la société" (artikel 56, 2, tweede lid). Soortgelijke bepalingen worden aangetroffen in decreten die uitgevaardigd zijn voor de toepassing van dezelfde wet van 29 november 1966 op het beroep van advocaat bij de Raad van State en bij het Hof van Cassatie (artikel 50 van decreet nr 78-380 van 15 maart 1978), op het beroep van pleitbezorger (artikel 57, II, van decreet nr 69-1057 van 20 november 1969), op het beroep van gerechtsdeurwaarder (artikel 57, II, van decreet nr 69-1274 van 31 december 1969), op het beroep van veilingmeester (artikel 57, II, van decreet nr 69-763 van 24 juli 1969), en op het beroep van notaris (artikel 57, II, van decreet nr 67-868 van 2 oktober 1967).

(2) Wat dit betreft, zij verwezen naar de commentaar op artikel 16.

langrijke aspecten van de regeling van de door de indieners van het ontwerp beoogde beroepen, zijn over het algemeen uitgedacht voor natuurlijke personen maar niet voor rechtspersonen. De wijzigingen en aanvullingen die voor verscheidene wetgevingen geboden zullen zijn (Gerechtelijk Wetboek, notariswetgeving, bepalingen aangaande de Orde van geneesheren, de Orde van dierenartsen, de Orde van apothekers, de Orde van architecten) zullen niet eenvoudige bijwerkingen of loutere vormaanpassingen zijn. Die wijzigingen en toevoegingen kunnen niet worden gekenschetst als het "in overeenstemming brengen" van de geldende bepalingen met de voorschriften die in het wetsontwerp zijn vervat. Zij zullen op menig belangrijk punt impliceren dat uit verschillende mogelijke regelingen echt een keuze wordt gemaakt en dat nieuwe voorschriften worden vastgesteld waarvan het beginsel zelf noch uit het wetsontwerp noch uit de algemene economie ervan zal kunnen worden afgeleid.

Twee werkwijzen kunnen dan ook worden aangewend voor het doorvoeren van de aanpassingen die lijken te moeten worden aangebracht in de wettelijke en de verordeningsbepalingen welke de diverse, in het ontwerp beoogde beroepen regelen.

Ofwel vult de Regering het onderhavige ontwerp aan met de verschillende vereiste maatregelen, althans met die waarmee een wijziging van de geldende wetskrachtige bepalingen zou gemoeid zijn, en met die welke normaal door de wetgever moeten worden vastgesteld en niet beschouwd kunnen worden als maatregelen ter uitvoering van reeds elders vastgelegde principes. Zo zullen de nieuwe bepalingen in de vorm van een wet worden goedgekeurd, zoals dat in beginsel dient te geschieden. Dit betekent dat de gewone wetgevingsprocedure zal worden nageleefd. Indien de Regering de indiening van het onderhavige ontwerp niet wenst uit te stellen, zou er aanvankelijk volstaan kunnen worden met het invoegen van een bepaling die de inwerkingtreding van de wet aanhoudt

totdat men door middel van een of meer aanvullende wetten de vereiste aanpassingsmaatregelen heeft kunnen nemen. De inwerkingtreding behoeft trouwens niet gelijktijdig te zijn voor alle beroepen; zij zou beroep na beroep kunnen geschieden, naarmate voor elk van de beroepen in kwestie specifieke wetten zouden zijn aangenomen (1).

Ofwel wijzigt de Regering de tekst van artikel 6 van het ontwerp zodanig dat de Koning een machtiging verkrijgt die voldoende ruim en nauwkeurig is om Hem de gezamenlijke problemen van aanpassing van de geldende wetten en verordeningen inzake de verschillende, in het ontwerp beoogde beroepen te laten regelen. Die machtiging zou haar rechtsgrond ontlenen aan artikel 78 van de Grondwet, dat in verreweg de meeste jurisprudentiële uitspraken en rechtsliteratuur geacht wordt de mogelijkheid te bieden aan de Koning "bijzondere machten" toe te kennen (2).

Aanwending van die werkwijze vereist dat de aan de Koning verleende bijzondere machten zeer nauwkeurig worden omschreven. In het onderhavige geval zou het wenselijk zijn de bepalingen met kracht van wet die bij de nieuwe uit te werken voorschriften betrokken zouden kunnen zijn, uitdrukkelijk te noemen. In ieder geval zou uitdrukkelijk bepaald moeten worden dat alleen met betrekking tot de wijzigingen die door de oprichting van professionele burgerlijke

.../...

---

(1) Er zij op gewezen dat artikel 6 van het ontwerp nu al bepaalt dat de ontworpen wet slechts "van toepassing (zal zijn) op de ministeriële ambtenaren na bekrachtiging door de Kamers van de koninklijke besluiten", welke Kamers "in de wettelijke bepalingen ... de wijzigingen (moeten) aanbrengen die nodig zijn om ze in overeenstemming te brengen met deze wet".

(2) Zie onder meer het advies van de Raad van State over het ontwerp dat de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning geworden is, en de in dat advies aangehaalde literatuur (Gedr. St. Kamer, zitting 1981-1982, nr 28/1, blz. 5 tot 8).

vennootschappen, interprofessionele burgerlijke vennootschappen en burgerlijke vennootschappen van middelen noodzakelijk zijn gemaakt, door de Koning op de grondslag van artikel 6 maatregelen zullen mogen worden genomen. De tekst van het artikel zou ook derwijze moeten worden geredigeerd dat duidelijk blijkt dat de bevoegdheden die aan de Koning worden verleend, beperkt zijn in de tijd doordat Hij ze ofwel maar voor een bepaalde tijdspanne of tot een bepaalde datum bezit, ofwel slechts één keer kan uitoefenen bij het in toepassing brengen van de wet voor elk van de bewuste beroepen, waarbij iedere latere wijziging alleen bij wet kan geschieden. In een advies dat de Raad van State op verzoek van de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verstrekt heeft over het laatste ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, is er voor de Raad reeds aanleiding geweest om erop te wijzen dat "een wet die zulke machten zou toekennen voor een zeer lange periode - bijvoorbeeld voor een hele legislatuur - vanwege de Wetgevende Kamers ongetwijfeld een te verregaande afstand van machten (zou) opleveren dan dat zulks nog verenigbaar met de grondwettelijke voorschriften zou kunnen worden geacht" (1).

Met deze tweede werkwijze zou het overigens volstrekt noodzakelijk zijn in de memorie van toelichting te vermelden waarom de Regering vindt dat zij aan de Kamers moet voorstellen met een zodanige machtiging te werken. Als zij het passend acht, zou zij bij voorbeeld kunnen aanvoeren dat de noodzakelijke aanpassingsmaatregelen om deze of gene

.../...

---

(1) Advies van de Raad van State over het ontwerp dat de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning is geworden (Gedr. St. Kamer, zitting 1982-1983, nr 643/13, blz. 3).

reden dringend moeten worden genomen. Het staat immers aan de wetgever te oordelen of de omstandigheden al dan niet wettigen dat er gewerkt wordt met een machtiging als hier wordt beoogd.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt dat de maatregelen die de Koning zal nemen de wet niet toepasselijk zullen maken en dus ook zelf niet toepasselijk zullen zijn dan na bekrachtiging door "de Kamers". Er zou vanzelfsprekend bepaald moeten worden dat de bekrachtiging "bij de wet" geschiedt. Op te merken valt dat die regeling, die de toepassing van de koninklijke besluiten aan een stemming in de Kamers verbindt, weliswaar een waarborg is voor de uitoefening van de parlementaire controle op het gebruik van de aan de Koning toegekende bevoegdheden, maar dat zij de voordelen die met het procédé van de machtiging worden nagestreefd, onder meer vanuit het oogpunt van het bespoedigen van de procedure, toch aanzienlijk verkleint. Daarbij komt dat, al blijft de wetgever bij de bekrachtiging vrij deze te weigeren of ze slechts voor sommige en niet voor alle bepalingen te verlenen en al is het zelfs niet uitgesloten dat amendementen of aanvullingen op de bij de Koning vastgestelde teksten worden aangebracht, het voor de leden van de Wetgevende Kamers toch niet zo gemakkelijk zal zijn de hun voorgelegde bepalingen te bespreken en te amenderen dan in het geval dat zij met een wetsontwerp zouden te maken hebben. De wetgever zal de verschillende facetten van deze bekrachtigingsprocedure in gedachte moeten houden wanneer hij zal hebben na te gaan of het wenselijk is de Koning eventueel bepaalde bijzondere machten toe te kennen met het oog op het in de praktijk brengen van de ontworpen wet.

.../...

Artikel 10 van het ontwerp bepaalt dat de regels volgens welke de interprofessionele burgerlijke vennootschappen zullen kunnen worden opgericht, door de Koning zullen worden bepaald "op verzoek van de instanties die krachtens het wettelijk of reglementair statuut van een beroep gemachtigd zijn om dat beroep te vertegenwoordigen, of, bij ontstentenis daarvan, op verzoek van de organisaties die de Koning daartoe speciaal heeft aangewezen". Het is de vraag of diezelfde instanties en organisaties hun medewerking niet zouden moeten verlenen, op zijn minst in de vorm van een advies, naar aanleiding van het opstellen van de besluiten die de Koning krachtens artikel 6 van het ontwerp zou mogen nemen. De gemachtigden van de Minister hebben trouwens de Raad van State laten weten dat in feite in een zodanige raadpleging is voorzien. De tekst van artikel 6 behoeft op dat punt aanvulling indien men dergelijke raadpleging wettelijk verplicht wil maken.

## Artikel 7.

Artikel 7 van het ontwerp luidt aldus :

> "Voor elke handeling die tot de uitoefening van het beroep behoort, is de professionele burgerlijke vennootschap gehouden tot de aanwijzing van ten minste één vennoot, die, voor onbepaalde tijd en hoofdelijk met de vennootschap, dezelfde burgerrechtelijke aansprakelijkheid draagt als wanneer hij die handeling in eigen naam en voor eigen rekening zou verrichten.
>
> Bij ontstentenis van dergelijke aanwijzing zijn alle vennoten, voor onbepaalde tijd en hoofdelijk, aansprakelijk met de vennootschap.

Allereerst zij opgemerkt dat deze aansprakelijkheidsregeling alleen ten aanzien van de professionele burgerlijke vennootschap is voorgeschreven en niet ten aanzien van de interprofessionele burgerlijke vennootschap. Het zal dus voldoende zijn dat de vennootschap door de komst van een lid van een

complementair geacht beroep een andere vorm krijgt en van professionele vennootschap tot interprofessionele vennootschap wordt opdat die regeling geen toepassing meer vindt (1). In dit opzicht is wat de interprofessionele vennootschap betreft in geen enkele specifieke regeling voorzien. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom er dit verschil is tussen het statuut van de eerste twee types van door het ontwerp geregelde burgerlijke vennootschappen. Immers, in het geval van een interprofessionele burgerlijke vennootschap met vele vennoten die hetzelfde beroep uitoefenen, kan de kwestie van de aanwijzing van de aansprakelijke natuurlijke persoon zich op dezelfde wijze voordoen als bij een professionele vennootschap. Bovendien valt niet in te zien waarom een lid van een interprofessionele vennootschap, wanneer dat lid een fout heeft begaan, de gevolgen daarvan voor zijn eigen vermogen niet zou hoeven te dragen alleen al omdat hij lid is van een interprofessionele vennootschap.

Volgens de memorie van toelichting heeft "het mechanisme dat werd bedacht binnen het raam van het ontwerp op het revisoraat" model gestaan voor de in artikel 7 opgelegde aansprakelijkheidsregeling. Hiermee wordt gezinspeeld op artikel 67 van het ontwerp van wet tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat, zoals dat artikel door de Kamercommissie is aangenomen. Die tekst voorziet in de oprichting van burgerlijke vennootschappen van bedrijfsrevisoren die zelf de hoedanigheid van revisor bezitten. Telkens als een zodanige vennootschap met een accountantsopdracht belast wordt, wijst zij onder haar vennoten een vertegenwoordiger aan die belast wordt met de uitvoering van die opdracht in naam en voor rekening van de vennootschap. Deze vertegenwoordiger is onder meer op burger-

.../...

---

(1) De gemachtigden van de Regering hebben de Raad van State bevestigd dat een dergelijke verandering mogelijk was.

rechtelijk gebied in dezelfde mate aansprakelijk als wanneer hij dezelfde opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou vervullen, onverminderd de hoofdelijke aansprakelijkheid van de burgerlijke vennootschap waarvoor hij optreedt (1). Deze regeling houdt dus een mechanisme in dat in twee fasen werkt : de vennootschap die verzocht wordt een revisoropdracht te vervullen, wijst daartoe een van haar leden aan; dat lid voert zijn opdracht dan uit. Bovendien moet er rekening mee worden gehouden dat het optreden van de bedrijfsrevisor zijn neerslag pleegt te vinden in het afgeven van bij voorbeeld een geschrift of een rapport dat door de auteur ervan opgesteld en ondertekend is.

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt zich tot de verplichting, wat de professionele burgerlijke vennootschap betreft, om ten minste één van de vennoten aan te wijzen om een opdracht te vervullen, maar dan met de bedoeling hem aansprakelijk te maken voor een handeling die tot de uitoefening van het beroep behoort. Niets wijst erop dat de aanwijzing van tevoren zal geschieden. Feitelijk ziet het er naar uit dat voorafgaande aanwijzing niet altijd mogelijk zal zijn : een arts die lid is van een burgerlijke vennootschap van artsen

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, 1983-1984, nr 552/35, van 25 juni 1984, blz. 133.

en onverwacht voor een spoedgeval wordt opgeroepen, zal zich niet kunnen laten aanwijzen alvorens de patiënt te verzorgen. Indien de aanwijzing naderhand zou geschieden, bestaat het gevaar dat zij niet meer mogelijk is omdat elke vennoot die zou aanvaarden dat hij aangewezen wordt, geheel alleen een risico op zich zou nemen dat anders door allen wordt gedeeld. De handeling van de advocaat, de notaris of de arts, de mondelinge raadgeving bij voorbeeld, laat geen geschreven spoor na zoals het rapport van de bedrijfsrevisor.

Wil men nauwer aansluiten bij de voor de bedrijfsrevisoren ontworpen regeling, dan zou gewoon bepaald moeten worden dat elke vennoot, persoonlijk en hoofdelijk met de vennootschap, aansprakelijk is voor alle schadelijke gevolgen van de handelingen die hij bij de uitoefening van zijn beroep verricht. De bedrijfsrevisor is niet aansprakelijk omdat hij voor een opdracht is aangewezen; hij is aansprakelijk omdat hij, bij de vervulling van de opdracht waarvoor hij was aangewezen, persoonlijk een fout heeft gemaakt. Evenzo past het dat een arts die een verkeerde diagnose heeft gesteld of een architect die heeft nagelaten op de uitvoering van de werkzaamheden toe te zien, de gevolgen draagt van de fout die hem kan worden aangerekend, los van enige "aanwijzing".

Indien het eerste lid met inachtneming van het hiervoren gedane voorstel gewijzigd wordt, heeft het tweede lid van artikel 7 geen nut meer.

Artikel 8.

Het eerste lid stelt dat

"Niemand lid (kan) zijn van meer dan een burgerlijke vennootschap naar Belgisch recht, zij het een professionele of interprofessionele vennootschap".

Op overtreding van dat voorschrift staat niet alleen een strafrechtelijke sanctie, bepaald in artikel 26 van het ontwerp, maar ook een burgerrechtelijke.

Overeenkomstig de algemene beginselen van ons recht behoort te worden bepaald dat de vennoot die artikel 8 geschonden heeft, verplicht is alle schade te vergoeden die door die fout veroorzaakt is, dit wil zeggen niet alleen de schade die daaruit ontstaat voor de belanghebbende vennootschappen en voor zijn medevennoot of -vennoten maar ook voor derden.

Artikel 10.

Anders dan artikel 8 van het vorige ontwerp machtigt artikel 10 van het ontwerp de Koning slechts tot het vaststellen van de voorwaarden van oprichting van de vennootschappen inzoverre het gaat om interprofessionele vennootschappen.

.../...

Weliswaar is het wegens de aard zelf van de interprofessionele vennootschappen, die beoefenaars van verschillende beroepen groeperen, niet goed denkbaar dat er een professioneel gezagsorgaan zou zijn met bevoegdheid voor ieder van hen. Alleen aan de Koning kan het toekomen de voorwaarden vast te stellen waaronder voor een groep van beroepen een vennootschap kan worden opgericht, onder meer door toetsing van het onderling aanvullend karakter dat die beroepen volgens de ontworpen wet moeten vertonen. Zoals het tweede lid van het artikel stelt en de memorie van toelichting onderstreept, zal de Koning de besluiten met een zodanig oogmerk pas kunnen uitvaardigen "nadat erom verzocht werd door de op basis van een wettelijk of reglementair statuut als bevoegd aangewezen vertegenwoordigers van de beroepen of, bij ontstentenis daarvan, door de organisaties die de Koning speciaal daartoe heeft aangewezen".

Anderzijds is het, wat de professionele burgerlijke vennootschappen betreft, stellig zo dat het onderhavige ontwerp zelf een aantal voorwaarden voor de oprichting van zulke vennootschappen vaststelt, waar het in artikel 3 bepaalt dat die vennootschappen de vorm van één van de drie aangegeven handelsvennootschappen dienen aan te nemen.

Toch kan niet worden uitgesloten dat het in bepaalde gevallen passend geacht wordt de oprichting van professionele vennootschappen afhankelijk te maken van voorwaarden die betrekking hebben op andere zaken dan die welke door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden geregeld. Als voorbeeld kunnen worden vermeld, het vaststellen van een maximumaantal leden van het beroep, het behoud van een minimumaantal beoefenaars van het beroep in een bepaald ambtsgebied,

.../...

het eisen van een bepaalde tijd van beroepsuitoefening bij alle vennoten of bij een deel van hen, het goedkeuren van de ontwerp-statuten door een professioneel gezagsorgaan, enz.

Zoals bekend, is er een aantal beroepen die door de wetgever begiftigd zijn met een organisatie die ze een ruime autonomie waarborgt, zij het door het oprichten van een beroepsorde, of althans door het oprichten, binnen het beroep, van gezagsorganen met eigen bevoegdheid inzake tucht en aanverwante aangelegenheden.

Momenteel worden de binnen de beroepsorden bestaande gezagsorganen en andere gezagsorganen die de genoemde bevoegdheden bezitten, bevoegd geacht om de oprichting van een vereniging afhankelijk te stellen van voorwaarden die de naleving van de voor het beroep geldende beginselen moeten verzekeren. Zo hebben raden van de Orde regels opgesteld die nageleefd moeten worden bij de oprichting van een vereniging van advocaten (1).

Ten einde te vermijden dat er na de inwerkingtreding van de ontworpen wet enige betwisting zou ontstaan omtrent de bevoegdheid van de bovengenoemde professionele gezagsorganen om aan de bij de wet bepaalde voorwaarden andere voorwaarden toe te voegen die overigens verenigbaar zouden zijn met de wet en zouden teruggaan op het verlangen om de voor het beroep geldende deontologische beginselen met eventuele aanpassing te handhaven, lijkt het nuttig het ontwerp aan te vullen met een bepaling welke die bevoegdheid van de professionele gezagsorganen uitdrukkelijk vastlegt.

---

.../...

(1) Wat betreft de evolutie van de door de raad van de Orde van de Balie te Brussel ingevoerde regeling, zij verwezen naar Pierre LAMBERT, "Règles et usages de la profession d'avocat du Barreau de Bruxelles", blz. 351-355, Brussel, Editions du Jeune Barreau, 1980.

Artikel 12.

Naar luid van paragraaf 1, tweede lid, kan de delegatie van bevoegdheid aan een andere persoon dan een vennoot "aan derden worden tegengeworpen overeenkomstig de regels bepaald bij de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen".

De memorie van toelichting haalt in dat verband artikel 54 en artikel 130 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen aan. Die beide artikelen verwijzen elk naar artikel 10 van dezelfde wetten. De Raad van State stelt daarom duidelijkheids- en nauwkeurigheidshalve voor in de tekst zelf van artikel 12 van het ontwerp een verwijzing naar dat artikel 10 in te schrijven; de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens.

Artikel 13.

In het eerste lid van de eerste paragraaf van het artikel wordt bepaald :

> "§ 1. Iedere vennoot kan niettegenstaande enige andersluidende bepaling, een buitengewone algemene vergadering bijeenroepen, waarvan hij de agenda vaststelt".

Die bepaling houdt een zekere anomalie in, vermits de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet voorzien in een gewone algemene vergadering voor de vennootschappen onder firma. Om die anomalie weg te werken zou, volgens de gemachtigde van de Minister, het woord "buitengewone" worden weggelaten.

.../...

Het spreekt vanzelf dat de door artikel 13, § 1, eerste lid, geboden mogelijkheid niet ontslaat van de verplichting om een gewone algemene vergadering te houden in de vennootschappen waar die verplichting door de wet of door de statuten wordt opgelegd.

Artikel 16.

Artikel 16 van het ontwerp bepaalt :

"Niettegenstaande enige andersluidende bepaling, kan iedere vennoot uit de vennootschap treden, mits hij de daartoe in de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen of, bij ontstentenis daarvan, in de akte van vennootschap voorgeschreven vormen in acht neemt".

In de memorie van toelichting wordt er op gewezen dat de regel volgens welke iedere vennoot uit de vennootschap kan treden "van dwingend recht" is. De memorie zegt voorts dat de stellers van het ontwerp met hun verwijzing naar de bepalingen van de wetten op de handelsvennootschappen, "in het bijzonder aan artikel 149" van de wetten op de handelsvennootschappen hebben gedacht.

In feite blijkt geen enkele andere bepaling van de wetten op de handelsvennootschappen betrekking te hebben op vormen die in geval van het uittreden van een vennoot zouden moeten worden nageleefd. Er zou bijgevolg uitdrukkelijk moeten worden verwezen naar dat ene artikel 149 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en niet in het algemeen naar "de daartoe in de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen ... voorgeschreven vormen".

.../...

Artikel 16 verbiedt geenszins dat in het vennootschapscontract een beding wordt opgenomen om de mogelijkheid tot uittreden uit de vennootschap op enigerlei wijze te beperken. Niets belet dus de vennoten te bedingen dat geen enkele vennoot vóór een bepaalde termijn, bij voorbeeld vooraleer de vennootschap tien of twintig jaar bestaat, mag uittreden. Dit komt erop neer dat de vennootschap zou kunnen worden opgericht voor een bepaalde tijd zonder dat het mogelijk is om er vóór die tijd uit te treden.

In een voor onbepaalde tijd aangegane vennootschap kan de ontbinding in ieder geval door één der partijen worden gevorderd, mits de opzegging te goeder trouw en niet ontijdig gedaan wordt (artikel 1869 van het Burgerlijk Wetboek). Artikel 16 van het ontwerp strekt er dan ook hoofdzakelijk toe iedere vennoot de mogelijkheid te bieden om zich terug te trekken uit een voor een bepaalde tijd opgerichte vennootschap waarvan de statuten niets bepalen omtrent het voortijdige uittreden van de vennoten. In dat geval hebben de uitdrukking "Niettegenstaande enige andersluidende bepaling" in het begin van het artikel en de uitdrukking "mits hij de daartoe... voorgeschreven vormen in acht neemt", achteraan in het artikel, welke uitdrukkingen trouwens in zekere mate met elkaar strijdig zijn, weinig of geen betekenis meer.

Artikel 16 zou als volgt moeten worden gelezen : "Als in de statuten daaromtrent niets is bepaald, heeft iedere vennoot het recht om uit de vennootschap te treden, maar wanneer het een coöperatieve vennootschap betreft, mag hij dit slechts doen met inachtneming van artikel 149 van de wetten op de handelsvennootschappen".

.../...

Men kan zich echter afvragen of die bepaling juist met betrekking tot de coöperatieve vennootschappen wel enig nut heeft, vermits artikel 146, 2°, van de wetten op de handelsvennootschappen voor dat soort van vennootschappen reeds stelt dat de vennoten, bij stilzwijgen van de statuten daaromtrent, uit de vennootschap kunnen treden. De coöperatieve vennootschap is immers een "open" vennootschap die, onder de bij de wet bepaalde voorwaarden (minimumkapitaal en minimumaantal vennoten), als kenmerk heeft dat zij een veranderlijk aantal vennoten en een veranderlijk kapitaal heeft.

Wanneer het gaat om vennootschappen onder firma en personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, zal de voorgenomen bepaling, als zij ertoe strekt aan iedere vennoot het recht toe te kennen om te allen tijde uit de vennootschap te treden, de stabiliteit van de krachtens het ontwerp opgerichte vennootschap ernstig in gevaar brengen. Klaarblijkelijk moet het ontwerp dus worden aangevuld om, zoals in artikel 1869 van het Burgerlijk Wetboek, het recht om uit de vennootschap te treden aan bepaalde voorwaarden te onderwerpen. Zodanige voorwaarden zijn immers niet gesteld door het gemeen recht, dat in de voor een bepaalde tijd opgerichte vennootschappen geen uittreden van de vennoten "ad nutum" kent.

+

Uit de uitleg die aan de Raad van State werd verstrekt door de gemachtigden van de Minister, aan wie de inhoud van de zoëven gemaakte opmerkingen werd meegedeeld,

.../...

volgt dat de stellers van het ontwerp met artikel 16 een tweevoudig doel beogen : zij willen in de eerste plaats het beginsel van de mogelijkheid tot voortijdig uittreden van een vennoot (uit de vennootschappen voor een bepaalde tijd) bevestigen en, vervolgens een vennoot in staat stellen onmiddellijk uit te treden als aan de vennootschap een tuchtstraf is opgelegd.

Het beginsel van de vrije uittreding zou, zoals reeds gezegd werd, moeten gepaard gaan met bepalingen die de vormen ervan vastleggen. De gemachtigden van de Minister hebben ondermeer gewezen op de mogelijkheid om een termijn vast te stellen tussen de datum waarop het uittreden ter kennis zou worden gebracht van de andere vennoten en het tijdstip waarop dat uittreden uitwerking zou hebben.

Wat betreft het uittreden ingeval aan de vennootschap een tuchtstraf is opgelegd, zullen de Regering en de Wetgevende Kamers moeten oordelen of iedere tuchtstraf, hoe gering ook, moet meebrengen dat ieder van de vennoten (van wie sommigen misschien niets uitstaande hebben met de aan de vennootschap verweten tekortkoming) van rechtswege en zonder beperking in de tijd het recht verkrijgt om van dan af om het even wanneer uit de vennootschap te treden zonder rekening te houden met de belangen van zijn medevennoten, zelfs niet van die medevennoten welke, zoals hij, geen deel zouden hebben gehad in de feiten op grond waarvan de straf is opgelegd. Bij die beoordeling van de opportuniteit van de voorgenomen regeling en van de maatregelen die de gevolgen ervan zouden kunnen verzachten, dient ervan uitgegaan te worden dat iedere vennoot

.../...

reeds krachtens het gemeen recht de ontbinding van de vennootschap vóór de afloop van de tijd waarvoor zij is opgericht, in rechte kan vorderen op grond van "wettige redenen" (artikel 1871 van het Burgerlijk Wetboek).

Wil men, inzonderheid voor de vennootschappen onder firma en de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, vermijden dat het uittreden van een vennoot de ontbinding van de vennootschap tot gevolg heeft, dan zal ook moeten worden bepaald wat er met het aandeel van de uittredende vennoot dient te geschieden. Zelfs in coöperatieve vennootschappen zou het uittreden van een of meer vennoten de ontbinding tot gevolg kunnen hebben doordat het aantal leden onder het wettelijk vereiste minimum is gevallen.

Artikel 19.

Het tweede lid van het artikel luidt als volgt :

> "Hij die de hoedanigheid van vennoot verliest en, in geval van overlijden, de rechtverkrijgenden zijn jegens derden niet aansprakelijk voor de nakoming van de verbintenissen die de vennootschap aangaat vanaf de dag van de bekendmaking van die gebeurtenissen".

Opdat geweten kan zijn dat iemand de hoedanigheid van vennoot heeft verloren wegens een ander feit dan het overlijden - zoals bijvoorbeeld het ontslag van de vennoot - dient het artikel te worden aangevuld met een bepaling die zegt dat dit feit moet worden bekendgemaakt en hoe; men denke bij voorbeeld aan neerlegging van een verklaring ter griffie van de rechtbank van koophandel, bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, bekendmaking in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad.

.../...

Artikel 24.

Opdat de leden van een ontbonden professionele of interprofessionele vennootschap hun beroepswerkzaamheid verder kunnen uitoefenen tussen de datum van de ontbinding van de vennootschap en die van de bekendmaking van die ontbinding, staat het artikel iedere vennoot toe, zodra de vennootschap ontbonden is, zijn beroep in eigen naam en voor eigen rekening uit te oefenen, of lid te worden van een andere professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap.

De Regering en de Wetgevende Kamers zullen moeten oordelen of het niet nuttig zou zijn het artikel aan te vullen met een bepaling die de gewezen vennoten verplicht om de personen die met hen professionele betrekkingen blijven onderhouden of aanknopen, op de hoogte te brengen van de ontbinding van vroeger bestaande vennootschap.

Artikel 27.

Het artikel luidt als volgt :

"Met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van vijftien (lees : vijftig) frank tot honderdduizend frank of met een van deze straffen alleen worden gestraft, zij die de bepalingen overtreden die de Koning vaststelt in de uitvoeringsbesluiten van artikel 10, eerste lid".

Men kan zich afvragen of het aangewezen is dat de wetgever nu reeds overigens vrij zware straffen stelt op feiten die eerst als misdrijven zullen kunnen worden aangemerkt nadat besluiten zullen zijn vastgesteld waarvan de inhoud waarschijnlijk zowel technisch als ingewikkeld zal zijn. Is

.../...

het, nu de bedoeling van de Regering wat die inhoud betreft nog zo vaag is, niet gewaagd om volgens een en dezelfde regeling strenge straffen te stellen op feiten die misschien niet alle even ernstig zullen zijn, of zelfs op overtreding van regels van zuivere interne organisatie ? Ware het niet beter de Koning daartoe een machtiging te verlenen binnen door de wet te bepalen grenzen en in minder strenge bewoordingen dan die van het thans ontworpen artikel 27 ?

Artikel 30.

Volgens de nadere uitleg die door de gemachtigden van de Minister aan de Raad van State werd verstrekt, heeft het artikel niet tot doel alle personen die vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet een professionele of interprofessionele vennootschap - zelfs zonder rechtspersoonlijkheid - hebben opgericht, te verplichten om aan die vennootschap een van de in de ontworpen wet voorgeschreven vormen te geven.

Het artikel wil alleen maar alle personen die vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet een burgerlijke vennootschap in de vorm van een handelsvennootschap hebben opgericht waarvan het doel binnen het toepassingsgebied van de ontworpen wet valt, verplichten om binnen een termijn van drie jaar de statuten van die vennootschap met de wet in overeenstemming te brengen.

Om mogelijk misverstand te voorkomen, wordt voor het eerste lid van artikel 30 de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"De personen bedoeld in de artikelen 1 en 2 die vóór de inwerkingtreding van deze wet burgerlijke vennootschappen in de vorm van een handelsvennootschap hebben opgericht waarvan het doel binnen het toepassingsgebied van deze wet valt, moeten binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de inwerkingtreding van de wet de statuten van die vennootschappen in overeenstemming brengen met de bepalingen van die wet".

---

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. Ch. HUBERLANT.